Petit manuel simplifié pour comprendre la mondialisation

Angela BARTHES

Attention version de l'ouvrage non mise en page.

Pour acquérir l'ouvrage : en commande dans toutes les librairies :
Références : A. BARTHES, (2005), Petit manuel simplifié pour comprendre la mondialisation à l'usage des premiers cycles en sciences humaines et sociales, EPU, Coll. Economie et gestion, Paris, 85 p
ISBN : 2748306511

En commande sur le site internet de la fnac : (http://www.fnac.com/)
Taper le titre de l'ouvrage dans rechercher



Avant-Propos

Si ce manuel est personnel dans les analyses et les conclusions qui émaillent les chapitres, il emprunte sans scrupule aux uns et aux autres la plus grande partie des éléments de ces démonstrations. L. Carroué, M. Collon, et bien d'autres, dont les autorisations m'ont été d'un grand secours, se reconnaîtront au fil des lignes. Qu'ils en soient remerciés.

Cet ouvrage se veut simple, c'est à dire dégagé des fioritures ou phénomènes secondaires. L'analyse brute est privilégiée pour permettre au lecteur de se construire une grille de compréhension des faits historiques et des évènements actuels dans le processus de mondialisation libérale. A lui aussi de considérer que cette trame est insuffisante et qu'il convient de rajouter tous les éléments lacunaires : tout ce qui fait la richesse et la complexité du monde actuel. Adopter une démarche critique vis-à-vis de la multitude d'informations dont nous disposons, savoir aller à l'essentiel et mettre un temps le superflu entre parenthèses, permet de se doter d'éléments de compréhension et d'agir à son échelle.

S'il a été conçu pour des premiers cycles universitaires en sciences humaines, cet ouvrage a aussi l'ambition d'être utile à ceux que l'ordre du monde révulse, aux résistants, aux militants. Il relève d'un volontarisme, d'un parti pris, d'un optimisme aussi, à travers la preuve qu'aucune situation n'est immuable, d'une modestie enfin, car chacun peut dans la diversité apporter une brique au grand mur qu'il reste à construire.

Sommaire

1. Cadrage conceptuel et historique.....9

1.1. Que veut-on dire lorsque l'on parle de « mondialisation » et quels sont les principes fondateurs ?.....9
1.1.1. Une définition simple pour mieux saisir les enjeux.....9
1.1.2. Un principe : la libre entreprise, une conséquence : la concentration inéluctable des entreprises.....9

1.2. Les processus historiques de la mondialisation.....13
1.2.1. La première phase est marquée par la construction d'économies régionales et l'extension du modèle marchand européen.....13
1.2.2. La deuxième phase s'illustre par le regroupement du capital industriel qui induit la colonisation.....14

1.3. La troisième phase est marquée par le nouveau rôle des banques et l'hégémonie du capital financier.....18

2. Les caractéristiques actuelles de la mondialisation.....23

2.1. Une hiérarchie importante des pôles de décision.....24
2.1.1. La polarisation importante des moyens financiers amène des processus de décision de plus en plus centralisés.....24
2.1.2. L'économie dominante impose aux autres les règles du jeu.....28

2.2. Une instabilité inévitable dans le cadre de la finitude géographique du système Terre.....33
2.2.1. La lutte économique à l'origine de l'instabilité mondiale ou l'histoire des déplacements géographiques des centres de décisions.....33
2.2.2. Un système générateur de conflits.....37
2.2.3. Un remodelage permanent des alliances.....41
2.2.4. Des investissements pour la rentabilité à court terme et non en fonction des besoins.....41

2.3. L'importance hégémonique du capital financier.....44
2.3.1. L'accroissement du volume d'argent disponible accentue le pouvoir des banques sur le secteur productif.....44
2.3.2. Le développement des paradis fiscaux.....47

2.4. Un système dans lequel la production d'inégalités est structurelle.....48
2.4.1. Pourquoi les inégalités sont-elles structurelles de la mondialisation ?.....48
2.4.2. Une conséquence directe et inéluctable : la fracture sociale.....50

2.5. Un système de dépendance asymétrique.....55
2.5.1. Les instruments économiques de la dépendance asymétrique : la dégradation des termes de l'échange et la dette.....55
2.5.2. La fragilité des pays dans lesquels les capitaux étrangers sont présents. ..58

2.6. Un système mondialisé qui présente des contradictions internes.....61

3. Le rôle des acteurs dans la troisième mondialisation 63

3.1. Les firmes transnationales sont des centres de décision de première importance .63
3.1.1. La prégnance de plus en plus grande des entreprises transnationales.....63
3.1.2. Des stratégies de contrôle des marchés qui influent les dynamiques locales 67
3.1.3. Une influence prépondérante dans la vie politique.....67

3.2. Les organismes internationaux favorisent la libéralisation des échanges 71
3.2.1. Le FMI, la BM et l'OMC diffusent les normes libérales.....71
3.2.2. L'OCDE et le G8 permettent de s'entendre sur l'essentiel.....72
3.2.3. Le PNUD et la CNUCED sont des organisations marginalisées.....73

3.3. Les états sont des relais politiques fondamentaux 74

Conclusion.....75
Bibliographie 77
Annexe 1 : l'indice de développement humain 79
Annexe 2 : sigles utilisés dans cet ouvrage 83
Liste des fiches.....85

Aujourd'hui, la mondialisation est fréquemment comparée à une immense machine qui s'est emballée, incontrôlable, à l'intérieur de laquelle les individus seraient libres et égaux et seuls responsables de leur situation personnelle. Rien n'est plus inexact. S'interroger permet d'appréhender la complexité du monde actuel. Qu'entend-on exactement par mondialisation ? Quelles sont les conséquences des dynamiques libérales? Quels sont les enjeux à l'oeuvre? Quels sont les acteurs ? Y a-t-il des responsables ? C'est à ces interrogations que répond cet ouvrage, en s'appuyant sur des données nombreuses issues d'organismes officiels. Il s'organise en quatre temps. Un cadrage contextuel permet d'assimiler les dynamiques historiques et de comprendre les évolutions actuelles. Une brève description des principes fondateurs et des grandes caractéristiques de la mondialisation permet d'anéantir quelques idées reçues, communément admises. L'identification des principaux acteurs, entreprises transnationales, organismes internationaux et états, concède la possibilité de déterminer d'éventuels responsables. Enfin un rapide éclairage des conséquences, en termes sociaux, des politiques libérales est essentiel à l'évaluation de la portée des processus en cours.

1. Cadrage conceptuel et historique

1.1. Que veut-on dire lorsque l'on parle de « mondialisation » et quels sont les principes fondateurs ?

1.1.1. Une définition simple pour mieux saisir les enjeux

La mondialisation est définie comme la mise en relation de différents ensembles géographiques par un processus historique d'extension progressive du système capitaliste dans l'espace mondial.

Traditionnellement expliquée par ses conséquences, dont l'accroissement des échanges commerciaux et des flux constituent le corpus majeur, les fondements qui génèrent la mondialisation sont très souvent minimisés, voire occultés. La fusion progressive des économies locales en une seule économie-monde de plus en plus intégrée s'opère dans le cadre d'une base idéologique et économique de fonctionnement unique, le libéralisme, dont les règles régissent une grande partie des évolutions sociétales actuelles. Aucun espace sur la planète, même lointain, n'échappe à cette intégration, aucun groupe humain ne peut se soustraire de ce contexte.

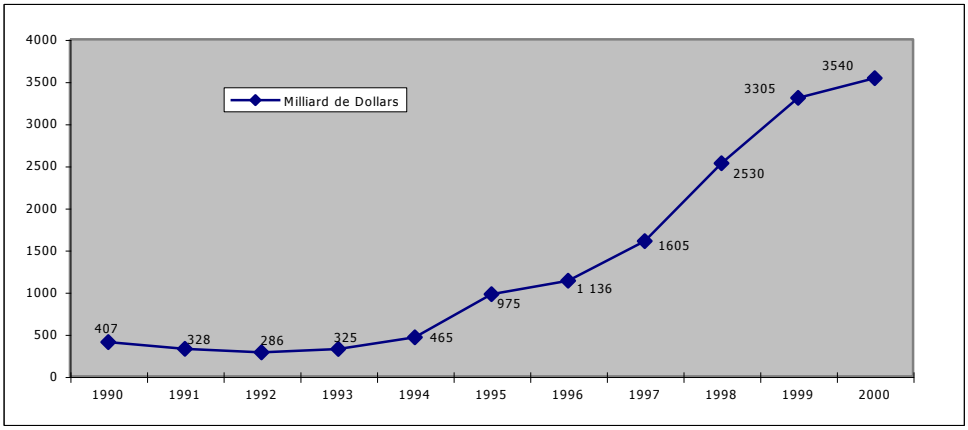
1.1.2. Un principe : la libre entreprise, une conséquence : la concentration inéluctable des entreprises

La liberté d'entreprendre et la concurrence constituent les principes fondateurs du système libéral actuel. Loin d'être anodin, le précepte concurrentiel, implique des comportements collectifs dont les conséquences méritent d'être soulignées. Il oblige les entreprises à se renforcer perpétuellement pour éviter leur vulnérabilité face aux autres. Elles ont donc à plus ou moins grande échéance l'impératif de s'agrandir, sous peine de disparaître. L'aboutissement est donc le regroupement de plus en plus important des entreprises, comme le montre la croissance exponentielle des volumes financiers en jeu dans les mécanismes de fusion économique *(tableau 1)*. Si les grosses unités productives résistent, cela implique inéluctablement la disparition des petites qui deviennent caduques, non

rentables. Notons que la somme d'emplois disponibles pour une même production est alors plus réduite. La fermeture des commerces de proximité dans les campagnes au profit de quelques supermarchés de périphérie urbaine est exemplaire. Les données fournies par l'INSEE (*Tableau 2*) signalent la vivacité de ces disparitions ces trente dernières années. La concentration économique et l'arrêt des petites unités productives sont donc des processus étroitement associés par le principe de la concurrence *(Fiche 1).*

Fiche 1 :
La concentration économique et la disparition des petites unités productives sont des processus étroitement associés

Tableau 1 :
L'accroissement des fusions en milliards de dollars dans le monde entre 1990 et 2000



Source : CNUCED (2000)

Tableau 2 :
Le commerce de proximité en France entre 1966 et 1998

TYPE D'ACTIVITÉ	Nombre d'entreprises		Evolution
	1966	1998	1966/1998
Boulangerie, Pâtisserie	40 200	22 400	-17 800
Boucherie, Poissonnerie, Charcuterie	67 900	23 200	-44 700
Epicerie, Alimentation générale	87 600	13 800	-73 800
Crémerie, Fromagerie	4 600	1 100	-3 500
Commerce de fleurs	5 900	9 900	+ 4 000
Librairie, Commerce de journaux	13 200	11 900	-1 300
Horlogerie, Bijouterie	8 900	3 800	-5 100
Commerce de chaussures et de vêtements	56900	31800	-25 100
Commerce d'appareils électroménagers	8 100	5 500	-2 600
Quincaillerie, Coutellerie	9 300	5 000	-4 300

Source : INSEE (2002)

1.2. Les processus historiques de la mondialisation

Le système capitaliste et mondial s'est développé progressivement mais ne s'affirme réellement comme système universel qu'à partir du XIX^{ème} siècle. L'histoire de la mondialisation est classiquement divisée en trois phases.

1.2.1. La première phase est marquée par la construction d'économies régionales et l'extension du modèle marchand européen

Cette première étape vers la mondialisation libérale réalise la construction progressive d'économies régionales dont les bases de production sont essentiellement agricoles et artisanales. Parallèlement, l'Europe étend progressivement son modèle d'économie marchande lors de sa pénétration militaire dans des espaces lointains. C'est le début du capitalisme marchand. Les grandes découvertes inaugurent le début de la domination européenne et du transfert des règles marchandes vers les Amériques, l'Afrique ou l'Asie. Jusqu'à la fin de l'époque moderne, ce processus s'accentue et s'accompagne de la destruction ou de la prise de contrôle des anciens réseaux commerciaux internationaux existants, comme les pistes transsahariennes ou la route de la soie.

Cette première période historique se résume ainsi :

Caractéristique économique principale	Mise en place progressive d'économies régionales
Etape dans la mondialisation	Extension du modèle marchand européen
Période	Epoque moderne
Désignation	Capitalisme marchand

1.2.2. La deuxième phase s'illustre par le regroupement du capital industriel qui induit la colonisation

Cette seconde période historique est caractérisée par le passage d'un état où une multitude de petites entreprises diverses s'ignoraient réciproquement et produisaient pour le marché local, à celui où un seuil de concentration suffisant des exploitations permet à ces dernières de s'entendre aux dépens des autres. Cette époque, contemporaine de la révolution industrielle, est aussi celle de la formation des monopoles d'Europe occidentale. Alors qu'en 1860 les grands regroupements industriels sont quasiment inexistants, seulement quarante ans plus tard, ils deviennent une base de la vie économique. L'analyse des principales étapes de la formation des monopoles permet d'identifier les tournants historiques des prises de pouvoir économique et politique à l'origine de la hiérarchie mondiale actuelle:

- Les années 1860-1880 constituent le point culminant du développement de la libre concurrence. Les monopoles ne sont que des embryons à peine perceptibles.

- La crise de 1873 inaugure une période de large développement des cartels. S'ils manquent encore de stabilité, ils prennent cependant une large part des marchés manufacturiers.

- Durant la période d'essor de la fin du XIX^{ème} siècle et la crise de 1900-1903, les cartels deviennent irrémédiablement une des bases de la vie économique. Ils s'accordent sur les conditions de vente, les échéances, se répartissent les débouchés, déterminent la quantité de produits à fabriquer, fixent les prix et répartissent les bénéfices entre les diverses entreprises, etc. Les ententes et les économies d'échelle permettent un accroissement rapide des chiffres d'affaires et accentuent les mécanismes de concentration. L'exemple états-uniens est à ce titre très probant *(Tableau 3)*

Tableau 3 :
La concentration industrielle entre 1904 et 1909 aux Etats-Unis

Année	**1904**	**1909**
Nombre d'entreprises de plus de 50 salariés	1 900 dont 185 trusts	3 060 dont 268 trusts
Nombre d'entreprises	216 180	268 491
Pourcentage des entreprises de plus de 50 salariés (en fonction du nombre d'entreprises)	0,9 %	1,1 %
Production (en milliards de dollars)	5,6	9
Pourcentage de la production des grosses entreprises (en fonction du nombre d'entreprises)	38 %	43,8 %
Emplois (en millions d'ouvriers) et pourcentage de la population ouvrière totale	1,4 25,6 %	2 30,5 %

Source: Statistical Abstract of the United States (1912)

L'établissement des monopoles a au moins deux conséquences : il est désormais possible de faire l'inventaire approximatif des ressources disponibles et des débouchés potentiels, et cette connaissance accroît considérablement le pouvoir des groupements monopolistes vis-à-vis des autres exploitations.
Devant s'assurer le contrôle des matières premières au maximum, la colonisation devient alors nécessaire. Les travaux des géographes contemporains de l'époque exposent la concomitance des événements *(Tableaux 4 et 5)*. Les travaux plus récents *(Tableau 6)* indiquent également le ralentissement du processus de colonisation, lié à la finitude de l'espace géographique.

La deuxième phase de la mondialisation est donc marquée par le fait colonial qui est un corollaire de la révolution industrielle et de l'extension des monopoles.

Cette seconde période historique se résume ainsi :

Caractéristique économique principale	Concentration et formation de monopoles
Etape dans la mondialisation	Colonisation
Période	Révolution industrielle
Désignation	Capitalisme industriel

Fiche 2 :
Les conquêtes coloniales et la finitude de l'espace géographique

Tableau 4 :
Territoires appartenant aux puissances colonisatrices
(en pourcentage)

	1876	1900
Afrique	10,8	90,4
Polynésie	56,8	98,9
Asie	51,5	56,6
Australie	100,0	100,0
Amérique	27,5	27,2

Source : Supan A., (1906), modifié

Tableau 5 :
Possessions coloniales des grandes puissances en 1876 et 1914
(En millions de kilomètres carrés et en millions d'habitants)

	1876		1914	
	Km²	hab.	Km²	hab.
Angleterre	22,5	251,9	33,8	440,0
Russie	17,0	15,9	22,8	169,4
France	0,9	6,0	11,1	95,1
Allemagne	0	0	3,4	77,2
États-Unis	0	0	9,7	106,7
Japon	0	0	0,7	72,2
Total pour les 6 grandes puissances	40,4	273,8	81,5	960,6
Colonies des autres puissances (Belgique, Hollande, etc.)	0	0	9,9	45,3

Source : Hubner J., (1916), modifié

Tableau 6 :
Possessions coloniales des grandes puissances en 1938

	1938	
	en millions de km 2	en millions d'habitants
Angleterre	33,6	496,7
France	12,1	70,5
Pays Bas	2,1	68,3
Portugal	2,1	10,6
Belgique	5,4	14,3
Allemagne	0	0
Italie	3,4	1
Japon	0,3	30,9
États-Unis	0,3	18,5
Total	59,4	711

Source : Etemad B., (2000), modifié

1.3. La troisième phase est marquée par le nouveau rôle des banques et l'hégémonie du capital financier

Cette période historique est caractérisée par le nouveau rôle des banques dans le secteur industriel. En effet, la fonction initiale des banques est de servir d'intermédiaire dans les paiements. En collectant l'épargne pour la prêter aux industriels, elles transforment l'argent passif qui leur est confié en argent actif, c'est-à-dire générateur de profit. Au fur et à mesure que les banques se développent, elles se regroupent et disposent alors d'une grande quantité d'argent utilisé par le secteur productif du pays *(Fiche 3).* En Europe, la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} constituent les périodes clés de l'affirmation de ce processus *(Tableau 8a et 8b).* Au « Crédit Lyonnais », le nombre des comptes bancaires est passé de 28 535 en 1875 à 633 539 en 1912. Aujourd'hui, le secteur bancaire est très concentré *(Tableau 9)* et les dix principales banques mondiales appartiennent à la triade (Japon, USA, Europe).

Les banques ne sont alors plus cantonnées dans un rôle d'intermédiaires. Elles peuvent, grâce à la gestion des opérations bancaires, évaluer précisément la situation de secteurs entiers de l'industrie, puis les contrôler, en facilitant ou en entravant l'accès aux capitaux. L'argent utilisé dans le secteur productif n'appartient pas aux entrepreneurs qui l'utilisent. Ces derniers n'en disposent que par le biais de la banque. Autrement dit, le secteur productif ne possède pas réellement ses moyens de production et le regroupement des banques resserre les possibilités de demande de crédit, d'où une dépendance accrue de l'industrie à l'égard d'un petit nombre de groupes bancaires. Le capital financier est donc un capital dont disposent les banques et qu'utilisent les industriels. De plus en plus de directeurs de banque sont membres de conseils d'administration des sociétés industrielles.

Cette troisième période historique se résume ainsi :

Caractéristique économique principale	La prise de contrôle des banques sur les industries, la nécessité de l'exportation des capitaux
Etape dans la mondialisation	Les guerres d'influences des principales puissances occidentales
Période	XX^{ème} siècle
Désignation	Capitalisme financier

Fiche 3 :
La concentration financière
est un processus structurel de la mondialisation

Tableau 8a :
La concentration bancaire en France entre 1870 et 1909

	Succursales	Fonds propres	Dépôt
1870	64*	200	427
1909	1229	887	4363

** ces chiffres concernent les trois plus importantes banques françaises en millions de francs*

Source : Lescure J., (1914), modifié

Tableau 8b :
La concentration bancaire en Allemagne entre 1895 et 1911

Années	**1895**	**1900**	**1911**
Succursales en Allemagne	16*	21	104
Caisse de dépôts et Bureaux de change	14	40	276
Participations constantes aux sociétés anonymes bancaires allemandes	1	8	63
Total des établissements	42	80	450

**ces chiffres concernent six grandes banques berlinoise en millions de francs*

Source : Riesser D., (1910), modifié

Tableau 9 :
Les 10 principales banques classées selon leurs avoirs totaux en septembre 2000 appartiennent à la triade (Japon, USA, Europe)

Banque	Pays	Avoirs (Milliards de $)
Fuji-IBJ-DKB	Japon	1.480
Sanwa-Asahi-Tokai		1.050
Sumitomo-Sakura		960
Bank of Tokyo-Mitsubishi		690
BNB-Parisbas	France	670
Cytigroup	Etats Unis	670
Bank of America		620
Deutsche Bank	Allemagne	600
UBS	Suisse	570
HSBC Holdings	Grande-Bretagne	480

Source : CNUCED (2000)

L’époque contemporaine fait donc partie de la troisième étape historique d’un long processus de mondialisation. Les nouveautés introduites sont :

- une intensité d’échanges commerciaux, de concentration industrielle et bancaire accélérée depuis 1990. Cette période est aussi celle de la création d’organismes tels que le FMI ou l’OMC et le renforcement de groupements de pays tels que l’OCDE .

- l’importance hégémonique du capital financier et le nouveau rôle des banques. Les effets sur les populations sont considérables car la gestion des productions est réalisée en fonction d’une rentabilité à court terme, et non en fonction des besoins.

- la contradiction de plus en plus importante entre le niveau de production et le niveau de consommation oblige les grandes puissances à trouver des débouchés nouveaux, à exporter leurs capitaux.

- la finitude de l’espace géographique (il n’y a plus de nouveaux espaces à coloniser) implique des luttes d’influence pour le contrôle des matières premières, des nouveaux débouchés et des lieux d’investissement. Par conséquent, le nombre de conflits armés augmente.

2. Les caractéristiques actuelles de la mondialisation

La mondialisation est communément caractérisée par ses conséquences : l'augmentation de la production, des échanges, du trafic, et du commerce. Ainsi entre 1950 et 2000, le PIB a été multiplié par 6 et les exportations par 80 *(Tableau 10).*

Tableau 10 :
L'accroissement des échanges internationaux depuis 1950

	1950	**1960**	**1970**	**1980**	**1990**	**2000**
PIB mondial (valeur avec base 100 en 2000)	17	25	42	62	84	100
Exportations mondiales (valeur avec base 100 en 2000)	1	2	5	37	63	100
Volumes moyens des transactions quotidiennes (milliards de dollars)	5	10	20	80	600	1200

Source : OMC (2000)

Identifier les effets visibles et immédiats de la mondialisation revient à se placer dans le cas de la caverne de Platon où l'observateur ne discerne que des ombres et ne maîtrise pas les outils de réflexion et d'analyse pour appréhender la situation. Poser correctement les principales caractéristiques de la mondialisation est indispensable pour en saisir la structure, en comprendre le fonctionnement et pointer les erreurs de logique. Citons quelques idées reçues : la mondialisation est un vaste chaos, les individus, sont libres et égaux et plus ou moins aptes à s'intégrer, en tout cas fautifs s'ils n'y arrivent pas. La situation est stable et immuable. La guerre et le chômage sont des fatalités. La mondialisation est au contraire un système extrêmement ordonné, hiérarchisé et instable comme nous allons le voir dans ce chapitre, avec des conséquences structurelles en terme d'exclusion sociale, qui ne relèvent pas du pur facteur individuel.

2.1. Une hiérarchie importante des pôles de décision

2.1.1. La polarisation importante des moyens financiers amène des processus de décision de plus en plus centralisés

La concentration financière aboutit à une polarisation importante des lieux de détention des capitaux. Les statistiques industrielles et bancaires contemporaines donnent sur ce processus des renseignements complets et précis *(Fiche 4)*. La triade (Japon, Amérique du Nord, Europe occidentale) représente 94 % du chiffre d'affaires mondial. D'après les données de la CNUCED, sur les 104 premières entreprises transnationales mondiales, seules 5 ne font pas partie de la triade *(Tableau 11)*. Si l'on limite l'analyse aux 50 premières sociétés mondiales, seuls 8 pays sont concernés et sont tous membres de la triade *(Tableau 12)*. Le quasi-monopole des activités de recherche dans leur pays leur confère une avance indéniable dans le domaine de la maîtrise technologique *(Tableau 13)*. C'est donc dans ces pays que les moyens financiers sont concentrés, c'est donc également à partir d'eux que les principales décisions émergent. Ces pays, tenant à maintenir leur « leadership », favorisent des décisions qui leur permettent de conserver et d'accroître leurs avantages. Les centres décisionnels ont ainsi la capacité d'imposer aux autres leurs intérêts propres aux dépens de l'intérêt plus global, d'où les déséquilibres constatés entre les pays dits du sud et ceux du nord. Il faut noter cependant que ces centres d'impulsion évoluent en fonction des rapports de force et qu'ils se sont déplacés à plusieurs reprises au cours de l'histoire. Actuellement aux Etats-Unis, ils ont d'abord été focalisés au Portugal et en Espagne au XIV^{ème} et XV^{ème} siècle, en Hollande au début du XVII^{ème} siècle, puis au Royaume-Uni au XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle. Différents rapports officiels, dont ceux de la CIA, indiquent que nous sommes actuellement de nouveau en phase de glissement des pouvoirs d'une part vers l'Europe, d'autre part vers la Chine et l'Inde. Le taux de croissance annuel de ces deux derniers pays est respectivement de 6.8 et 4.4 % tandis que celui des Etats-Unis est de 2,8 %. De nombreux conflits attestent des tentatives de conservation du pouvoir de décision par les Etats-Unis où une bonne partie de l'économie repose sur l'exercice de guerre.

Fiche 4 :
L'extrême polarisation des lieux de détention des capitaux

Tableau 11 :
La mise en évidence des pouvoirs de la triade : localisation géographique
des cent premières sociétés aux profits les plus élevés en mars 2000

Etats	Chiffre d'affaires *(billions de dollars)*	Chiffre d'affaires *(% mondial)*	Nombre de firmes
Amérique du nord	1 391	32,6	31
Europe occidentale	1 498	31,1	50
Japon	1 276.8	30.0	18
Autres	93,4	2,3	5
Total	4 259.2	100	104

Source : CNUCED, World Invest Report, (2000)

Tableau 12 :
L'extrême polarisation des 50 sociétés aux profits les plus élevés en mars 2000
(millions de $ US)

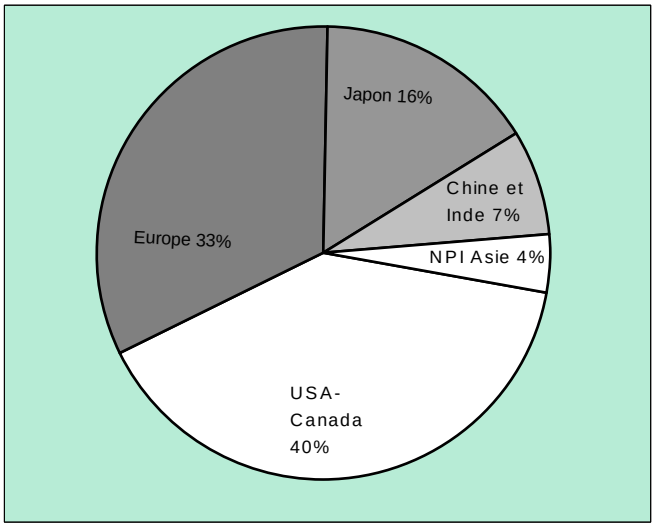
Rang	Société	Revenus	Profits	Avoirs	Pays
1	General Electric	111.630	10.717	405.200	USA
2	Citigroup	82.005	9.867	716.900	USA
4	SBC Communications	49.489	8.159	83.215	USA
5	Exxon Mobil	163.881	7.910	144.521	USA
6	Bank of America Corp.	51.392	7.882	632.574	USA
7	Microsoft	19.747	7.785	37.156	USA
8	Intl. Business Machines	87.548	7.712	87.495	USA
9	E.I. du Pont de Nemours	27.892	7.690	40.777	USA
10	Philip Morris	61.751	7.675	61.381	USA
11	Intel	29.389	7.314	43.849	USA
12	Ford Motor	162.558	7.237	276.229	USA
14	General Motors	176.558	6.002	273.921	USA
15	Merck	32.714	5.890	35.634	USA

17	Chase Manhattan Corp.	33.710	5.446	406.105	USA
19	Wal-Mart Stores	166.809	5.377	70.245	USA
22	American International Group	40.656	5.055	268.238	USA
24	Morgan Stanley Dean Witter	33.928	4.791	366.967	USA
25	Lucent Technologies	38.303	4.766	38.775	USA
27	Verizon Communications	33.174	4.202	62.614	USA
29	Johnson & Johnson	27.471	4.167	29.163	USA
30	Bristol-Myers Squibb	20.222	4.167	17.114	USA
32	GTE	25.336	4.032	50.831	USA
33	WorldCom	37.120	4.013	91.000	USA
34	Fannie Mae	36.968	3.911	575.167	USA
37	Procter & Gamble	38.125	3.763	32.113	USA
38	Wells Fargo	21.795	3.747	218.102	USA
40	Hewlett-Packard	48.253	3.491	35.297	USA
41	Bank One Corp.	25.986	3.479	269.425	USA
43	BellSouth	25.224	3.448	42.453	USA
44	AT & T	62.391	3.428	169.406	USA
47	Zurich Financial Services	39.962	3.260	221.178	USA
48	First Union Corp.	22.084	3.223	253.024	USA
49	Pfizer	16.204	3.179	20.574	USA
35	Volvo	15.120	3.897	22.897	S
3	Royal Dutch/Shell Group	105.366	8.584	113.883	NL
21	ING Group	62.492	5.250	493.948	NL
39	Toyota Motor	115.670	3.653	160.571	JAP
45	Nippon Life Insurance	78.515	3.405	423.281	JAP
20	Olivetti	30.087	5.268	75.699	IT
16	Cable & Wireless	14.825	5.758	34.343	GB
18	HSBC Holdings	39.348	5.407	567.793	GB
23	BP Amoco	83.566	5.008	89.561	GB
31	Lloyds TSB Group	22.836	4.067	283.803	GB
46	BT	30.545	3.311	59.963	GB
13	DaimlerChrysler	159.985	6.129	175.068	D

26	Novartis	21.608	4.432	40.935	CH
28	UBS	27.651	4.193	613.198	CH
36	Roche Group	18.348	3.836	43.998	CH
42	Credit Suisse	49.361	3.475	451.506	CH
50	Nestlé	49.694	3.144	36.819	CH

Source : CNUCED, World Invest Report, (2000)

Tableau 13 :
La concentration de la recherche en 2000



Source : Ministère de la recherche (2003)

2.1.2. L'économie dominante impose aux autres les règles du jeu

De par leur supériorité économique et leur capacité d'investissement, les centres de décisions (économies dominantes) imposent aux autres les règles de leur comportement. Par exemple, le poids écrasant du dollar dans les dépôts bancaires en Amérique latine, montre la dépendance de ces pays vis-à-vis des Etats-Unis *(Tableau 14).* La triade contrôle 80 % des flux d'investissements *(Tableau 15)* dont 92 % sont investis dans les même pays *(Tableau 16).* Du point de vue d'un pays, l'origine géographique des capitaux induit des contraintes politiques vis-à-vis des pays investisseurs. Prenons par exemple la Thaïlande *(Tableau 17),* pays largement dominé par les investissements en provenance de l'étranger qui représentent 56 % du total. Dans ces investissements, 64 % proviennent de la triade, le reste étant essentiellement le fait des pays voisins asiatiques. Le degré de dépendance vis-à-vis de la triade est donc plus important que celui vis-à-vis de son ensemble géographique naturel, l'Asie du Sud-Est.

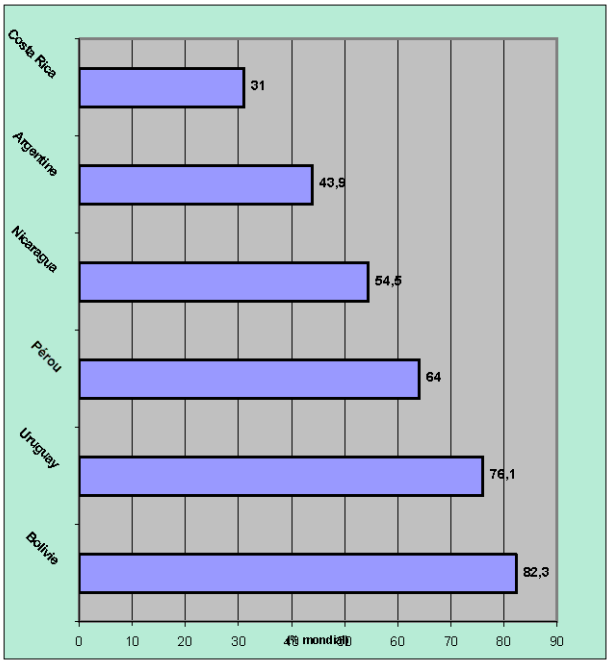
Par ailleurs, les pays occidentaux contrôlent une bonne partie des moyens d'information et de communication *(Tableau 18).* La concentration des médias en quelques mains est connue. Ces pays ont ainsi la capacité d'imposer leur modèle culturel, idéologique et leur politique. La terminologie occidentale devient donc utilisée partout, comme les idées qui sous-tendent le modèle économique et l'imposent comme référence universelle. Citons en exemple la mobilisation des concepts de « sous développement » (Truman, 1949), « tiers monde » (Sauvy, 1952), « pays en voie de développement » (années 1970), « nouveaux pays industrialisés » (années 1980), « pays émergents » (années 1990). L'UNESCO l'affirme dans un rapport sur la communication dans le monde : « Le facteur qui, plus que tout autre, a modifié la base économique des mass media a été la jonction des entreprises de mass media avec d'autres secteurs de l'industrie de l'information, par le biais d'un processus de rationalisation et de concentration dans lequel les grandes firmes, les conglomérats et les multinationales ont été très largement engagés » (Rapport sur la communication dans le monde, Unesco, Paris, 1991).

Au sein de cet appareil moderne figurent les médias eux-mêmes, c'est-à-dire l'industrie du contenu de l'information, l'industrie des services qui traite et diffuse l'information, et l'industrie des équipements qui devient de plus en plus une économie mondiale. Les Etats-Unis, la CEE et le Japon représentent environ 70 % du produit intérieur brut mondial, et leur part dans la production de biens et de services d'information avoisine 90 %. Sur

les quelque 300 premières firmes de l'information et de la communication, 144 sont américaines, 80 ouest-européennes, 49 japonaises. Sur les 75 premières firmes de médias, 39 sont américaines, 19 ouest-européennes, 7 japonaises. En ce qui concerne les équipements, sur les 158 premières firmes, 75 sont nord-américaines, 36 ouest-européennes, 33 japonaises. Le « reste » se situe, dans sa quasi-totalité, dans les autres pays occidentaux (Australie, Canada, etc.). En 1986, l'économie de l'information et de la communication avait un chiffre d'affaires mondial de 1 185 milliards de dollars : 515 milliards pour les Etats-Unis, 267 pour la CEE, 253 pour le Japon. Un tel degré de concentration explique la faculté de ces pays à imposer les règles du jeu mondialisé.

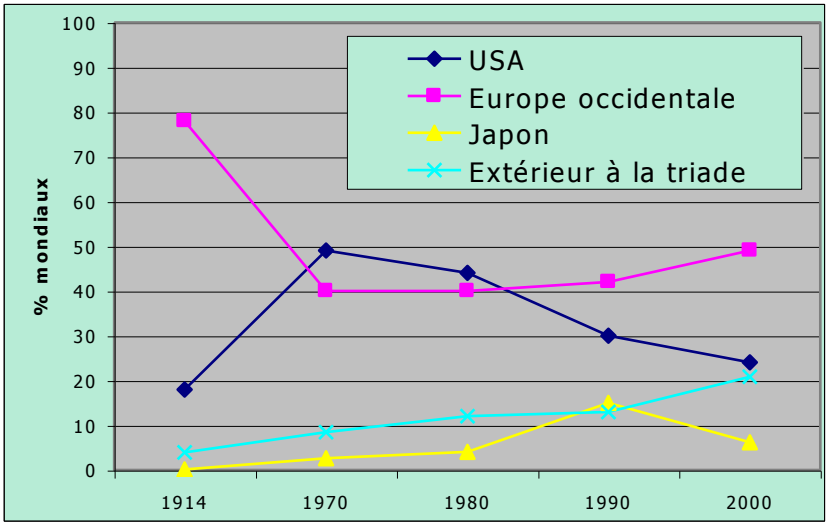
Fiche 5 :
La supériorité économique des pays dominants

Tableau 14 :
L'importance du dollar dans les dépôts bancaires en Amérique Latine en 2001
(en pourcentage du total des dépôts bancaires)



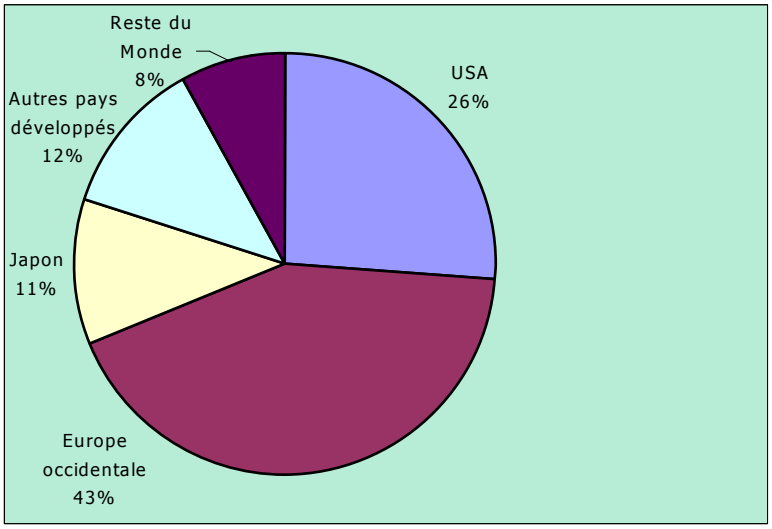
Source : FMI (2002), Carroué L. (2000), modifié

Tableau 15 :
Les pays occidentaux et les investissements directs à l'étranger (en %)



Source : FMI (2001)

Tableau 16 :
Les pays occidentaux accueillent 92 % des investissements directs de l'étranger



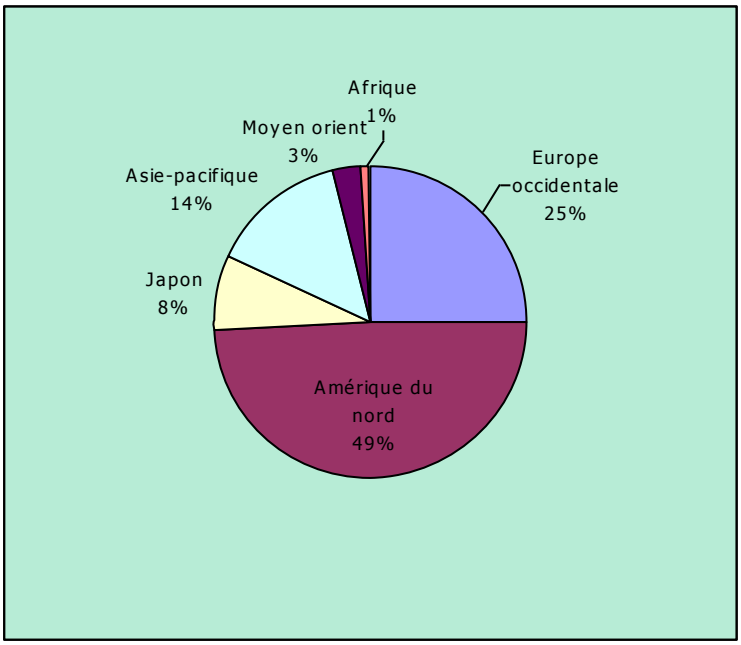
Source : FMI (2000)

Tableau 17 :
Origine des investissements en Thaïlande entre 1970 et 1999

Japon	**28,6 %**	Hong Kong	**12,4 %**
Etats-Unis	**17,4 %**	Asean[2]	**11,8 %**
Union européenne	**14,4 %**	Singapour	**11,1%**
dont Pays Bas	4,8	Taïwan	**4,5 %**

Source : DREE (2000), Carroué L. (2000)

Tableau 18 :
Réseaux informatiques et équipements pour la transmission des données dans le monde en 2001



Source : Center for defence information (2002)

2.2. Une instabilité inévitable dans le cadre de la finitude géographique du système Terre

Si les médias donnent souvent l'impression d'un système bien établi dans lequel il est difficile de modifier les bases structurelles, l'histoire enseigne pourtant le contraire. Le nombre de conflits armés de la dernière décennie et la déstabilisation de régions entières par des délocalisations d'entreprises en sont une bonne illustration. Le mécanisme de l'instabilité est lié à la structure même de la mondialisation et peut se lire à deux échelles. A l'échelle supranationale, nous le savons, les économies sont concurrentes. Tout changement de rapport de forces dans la lutte pour la conquête des marchés et l'expatriation du capital accumulé modifie la domination mondiale. La colonisation achevée, l'extension des marchés devient ardue, dans un contexte où les entreprises doivent s'agrandir pour survivre. La conquête indispensable de nouveaux marchés est l'apanage des économies les plus puissantes, aux dépens des économies plus fragiles. Cela s'opère par la force et génère donc des conflits. Ainsi l'instabilité est structurelle du système mondialisé libéral. A l'échelle locale, les entreprises transnationales effectuent des investissements dont le but est la rentabilité à court terme sans tenir compte des besoins des populations. La déstabilisation de régions entières par la destruction de pans entiers d'activité donne lieu à des migrations importantes dont les modalités se déclinent de l'exode rural à l'immigration transcontinentale.

2.2.1. La lutte économique à l'origine de l'instabilité mondiale ou l'histoire des déplacements géographiques des centres de décisions

Les liens géostratégiques des rapports de forces permettent de comprendre l'origine des conflits. Ceux-ci sont connectés en priorité à la production de richesses et à l'activité économique. Les indicateurs dont nous disposons à l'heure actuelle sont imparfaits : d'une part ils imposent un raisonnement par pays, ce qui ne correspond pas à la réalité (ce n'est pas un état qui contrôle les richesses mais les banques et multinationales), d'autre part ils ne donnent qu'une idée partielle de la situation. Néanmoins, le poids respectif de l'économie d'un pays, illustré par son produit intérieur brut (PIB) nous servira de point de départ du raisonnement. Les déplacements géographiques des pôles de décision sont déterminés par le poids respectif des économies des pays. A chaque fois qu'un pays ou qu'un groupe de pays

est plus puissant économiquement qu'auparavant, il va chercher à capter des parts de marchés supplémentaires au détriment d'autres pays dont le poids relatif est moindre. Le PIB relatif des pays les uns par rapport aux autres donnent de bonnes indications, bien qu'incomplètes, répétons-le, sur les rapports de forces à l'œuvre dans le monde.

Au cours de l'histoire de l'économie mondiale, un déplacement géographique des centres dominants s'est effectué. Ce processus donne lieu à des situations conflictuelles pour la redéfinition de la hiérarchie mondiale. Ainsi, en analysant les niveaux relatifs des PIB des pays *(Tableau 19),* on constate une relation directe entre les faits géopolitiques et les changements de rapports de forces économiques. Par exemple, sont bien visibles la montée en puissance des Etats-Unis au cours du XIX^{ème} siècle aux dépens de la Grande Bretagne avec des bonds quantitatifs qui se calquent sur les dates des grandes guerres, la baisse d'influence depuis les années 80 de la Russie sur la scène géopolitique mondiale, ou encore l'émergence récente de la Chine ou de l'Inde. Ces résultats sont corroborés par les indicateurs de croissance économique *(Tableau 20)* où l'on constate un taux de croissance pour la Chine et l'Inde bien supérieurs à ceux des Etats-Unis en perte de vitesse relative**.** Notons tout de même que si le PIB par habitant s'accroît régulièrement *(Tableau 21),* la richesse continue son mouvement de concentration et si les inégalités augmentent considérablement entre les différents groupes sociaux, il y a aussi des pays dans lesquels le PIB par habitant diminue *(Tableau 22).*

Fiche 6 :
Les niveaux relatifs des produits intérieurs bruts définissent les rapports de forces

Tableau 19 :
Niveaux relatifs du PIB de certains pays en référence aux Etats-Unis (réf : USA = 100)

	1870	1913	1950	1973	2000
Chine	190,2	60,4	16,5	21	59,7
Inde	120,4	35,5	14,7	14,1	25,7
USA	100	100	100	100	100
Grande Bretagne	97,2	43	23,7	19,2	15,2
France	72,6	28,7	15	19,2	16,2
Allemagne	44,8	29,1	14,7	23,2	20,5
Italie	41	18,7	11,1	16,2	14,1
Japon	25,9	13,8	10,7	34	34,2
Russie-URSS	85	46,6	35	43	8,8

Source : FMI (2001), Madisson A, (2001)

Tableau 20 :
Croissance réelle en % du PIB par habitant dans certains pays

	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1992	1992-2000
Monde	1,3	0,9	4,1	1,8	1,7
USA	1,8	1,6	2,4	1,4	2,8
Europe occidentale	1,3	0,8	2,9	1,2	2,0
Japon	1,5	0,9	8	3,0	0,6
Russie-URSS	1,1	1,8	3,4	-1,4	-2,4
Chine	0,1	-0,6	2,9	5,2	6,8

Inde	0,5	-0,2	1,4	2,4	4,4

Source : : FMI (2001), Madisson A., (2001)

Tableau 21 :
PIB par habitant, (dollars internationaux de 1990)

	1950	1960	1970	1990	2001
Europe occidentale	4594	7512	11534	15998	19196
Amérique du nord, Australie, Nouvelle-Zélande	9288	11537	16172	22356	27892
Japon	1926	4778	11439	18789	20722
Occident	5663	8466	13141	18798	22832
Europe de l'est	2120	3250	4985	5437	5875
Ex-URSS	2834	4130	6058	6871	4634
Amérique latine	2554	3268	4531	5055	5815
Asie hors Japon	635	837	1231	2117	3219
Afrique	852	1038	1365	1385	1410
Reste	1091	1478	2073	2707	3339
Monde	2114	2921	4104	5154	6043

Source : FMI (2000)

Tableau 22 :
Evolution du PIB par habitants entre 1975 et 1990
(en % de la moyenne annuelle arrondie)

Chine	+9	Zambie	- 3
Corée Sud	+7	Nicaragua	- 4
Thaïlande	+6	Emirat arabe unis	- 4
Hong Kong	+6	Congo	- 6
Irlande	+4	Tadjikistan	- 7
Viêt-Nam	+4	Ukraine	- 8
Indonésie	+4	Azerbaïdjan	- 10

Source : PNUD (2000)

2.2.2. Un système générateur de conflits

La recherche obligatoire de nouveaux marchés engendre des batailles pour la domination. Ces conflits ont pour objet le contrôle de matières premières, de richesses, ou la recherche d'une position stratégique, et impliquent plusieurs grandes puissances qui s'affrontent sous forme de conflits délocalisés. Le but est la prise de pouvoir d'une région aux dépens de l'autre. Nombres de faits actuels peuvent témoigner de cette dynamique : conflits israélo-arabes ou balkaniques ou encore guerre irakienne qui oppose les Etats-Unis et quelques pays occidentaux depuis maintenant une dizaine d'années. Notons au passage que les conflits dits ethniques ou religieux, bien réels, sont cependant la plupart du temps réactivés au moment opportuns par des stratégies de fournitures d'armes entre autres, et destinés à servir d'alibi à des causes économiques inacceptables aux yeux de la population. Les conflits peuvent parfois prendre une forme non délocalisée, à l'exemple des deux dernières guerres mondiales. Bien entendu, le maintien de l'hégémonie coûte de plus en plus cher comme le montrent les frais engagés dans les principales interventions des Etats-Unis depuis 1900 *(Fiche 7, Tableau 23)* ou encore l'accroissement du budget de la défense américaine depuis 50 ans *(Tableau 24)*. Mais les opérations de guerre sont rentables, grâce à la prise de contrôle des richesses d'un pays, la possibilité de lui imposer des politiques favorables au pays « ingérant » sans compter les bénéfices directs des industries d'armement *(Tableau 25 et 26)* et de reconstruction.

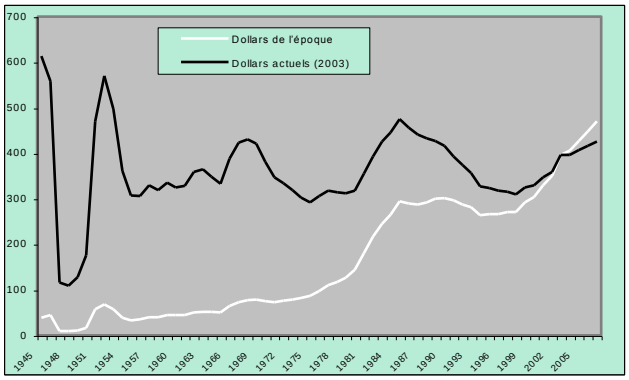
Fiche 7 :
Les Etats-Unis et la guerre

Tableau 23 :
Les coûts des principales guerres et interventions des Etats-Unis depuis 1900

Années	Guerre/intervention	Coût financier (en dollars US 2000)	Déclarée par le Congrès
1917-18	Première guerre mondiale	555,6 Milliards	Oui
1941	Deuxième guerre mondiale	4530 Milliards	Oui
1950-53	Guerre de Corée	385,6 Milliards	Non déclarée
1961-75	Guerre du Vietnam	826,8 Milliards	Non déclarée
1982-84	Liban	73,6 Millions	Non déclarée
1983-85	Grenade	88,6 Millions	Non déclarée
1989-90	Panama	191,3 Millions	Non déclarée
1991	Guerre du golfe (Irak)	8,5 Milliards	Non déclarée
1991-2001	Asie du sud-ouest	9,9 Milliards	Non déclarée
1992-95	Somalie	2,4 Milliards	Non déclarée
1992-95	Haïti	1,8 Milliards	Non déclarée
1992-95	Rwanda	628 Milliards	Non déclarée
1999	Guerre du Kosovo (Serbie)	2,3 Milliards	Non déclarée
1992-2001	Ex-Yougoslavie	20,1 Milliards	Non déclarée

Source : Center for defence information (2002)

Tableau 24 :
Budget de la défense du gouvernement national entre 1945 et 2007
(en millions de dollars US)



Source : Center for defence information (2002)

Tableau 25 :
Les 50 plus grosses entreprises d'armement au monde, selon leurs ventes 2000
(en millions de dollars US)*

	Société (pays)	Vente d'armes		Société (pays)	Vente d'armes
1	Lockheed martin (USA)	18610	**26**	Saab (Suède)	1210
2	Boeing (USA)	16900	**27**	Textron (USA)	1200
3	BAE system (GB)	14400	**28**	United defense (USA)	1180
4	Raytheon (USA)	10100	**29**	Ordnance factory (Inde)	1130
5	Northrop grumman (USA)	6660	**30**	Mitsubishi electric (Jap)	1120
6	General dynamic (USA)	6520	**31**	CEA (Fr)	1050
7	EADS (Fr, All, Esp)	5340	**32**	SNECMA (Fr)	970
8	Thales (Fr)	5160	**33**	EDS (USA)	950
9	Litton (USA)	3950	**34**	Dassault aviation (Fr)	930
10	TRW (USA)	3370	**35**	Kawasaki ind. (Jap)	920
11	United tech. (USA)	2880	**36**	Alliant tech system (USA)	900
12	Mitsubishi ind. (jap)	2850	**37**	SAGEM (Fra)	820
13	Finmecanica (It)	2440	**38**	Dyncorp (USA)	800
14	Rolls royce (GB)	2130	**39**	Titan (USA)	780
15	Nexport news (USA)	2030	**40**	Singapore tech., ST (Singapour)	770
16	Science application (USA)	1950	**41**	Elbit system (Isr)	700
17	GKN (GB)	1740	**42**	Rockwell int. (USA)	700
18	Computer science corp (USA)	1610	**43**	Rafael (Isr)	670
19	DCN (Fr)	1600	**44**	FIAT (It)	670
20	General electric (USA)	1600	**45**	Krauss maffei wegmann (All)	640
21	Honeywell int. (USA)	1550	**46**	Marconi (GB)	610
22	Rheinmeatl (All)	1460	**47**	Harris (USA)	620
23	Israel aircraft ind. (Isr)	1350	**48**	Veridian (USA)	550
24	L 3 com. (USA)	1340	**49**	General motors (USA)	540
25	ITT ind. (USA)	1330	**50**	Smiths ind. (GB)	530

Source : Facts on international relations and security trends (FIRST) – international relations and security network (ISN), (2002)

Tableau 26 :
Total des transferts d'armes des Etats-Unis à l'étranger entre 1997-2001
(en milliards de dollars US)

Etats-Unis	44,821
Russie	17,354
France	9,808
Grande-Bretagne	6,699
Allemagne	4,821
Ukraine	2,627
Pays-Bas	1,862
Italie	1,671
Chine	1,555
Biélorussie	1,518
Suède	1,123
Israël	0,975
Espagne	0,870
Canada	0,644
Australie	0,618
Autres	3,768

Source : Facts on international relations and security trends (FIRST) – international relations and security network (ISN), (2002)

2.2.3. Un remodelage permanent des alliances

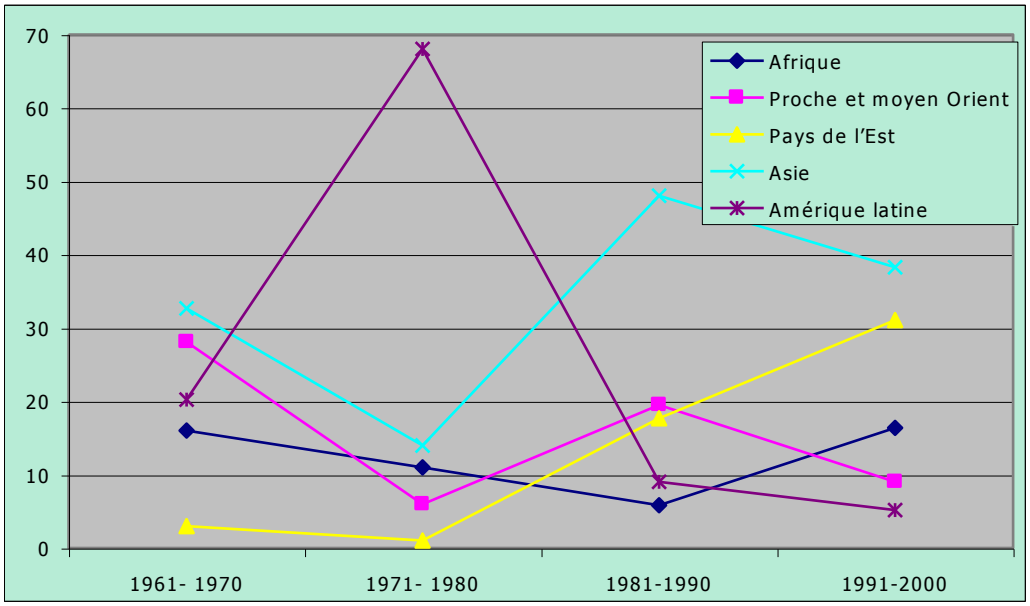
L'assise de la hiérarchie mondiale repose sur un processus d'unification d'un pouvoir central, illustré par la mise en place de groupements de pays. La construction de l'Union européenne ou de l'OCDE relève de cette volonté. L'unification du pouvoir au sein de groupements n'est pas un caractère permanent et peut être rompu si les intérêts divergent. Historiquement, on assiste donc à un remodelage permanent des alliances, en fonctions des conditions économiques globales. Par ailleurs, la domination repose sur la fragmentation des processus de production dont la manifestation la plus visible est la délocalisation des filiales de production dans tous les pays du monde.

2.2.4. Des investissements pour la rentabilité à court terme et non en fonction des besoins

Les investissements des entreprises sont réalisés selon toute logique en fonction de leur plus grande rentabilité. Ils dépendent donc de la conjoncture. L'histoire des investissements de la triade qui est, rappelons-le l'investisseur principal, donne un aperçu de la mobilité structurelle et ce malgré l'échelle géographique et temporelle importante *(Fiche 8, Tableau 27).* Dans ce contexte, les déplacements de capitaux peuvent évidemment être très rapides et ne tiennent pas compte des processus de développement locaux. L'exemple de l'industrie du textile est frappant. Après avoir déserté les pays industrialisés, les entreprises continuent leurs délocalisation vers des pays de plus en plus avantageux, abandonnant les lieux auparavant prisés et une population active spécialisée dans ce domaine *(Tableau 28).* Parfois, les fuites de capitaux sont si soudaines et les économies si dépendantes qu'elles peuvent déstabiliser des régions entières, à l'image de la crise de l'Asie du Sud-Est dans les années 90. Cette région, qualifiée de « miracle asiatique », a subi un brutal reflux de capitaux qui a conduit à une crise économique et placé sous le seuil de pauvreté un nombre important de ses habitants. Ainsi, Des régions entières se spécialisent dans un type de production et leur développement devient mono-dépendant. Une fluctuation, parfois annuelle, des prix d'une matière première, orchestrée par les organismes dont les sièges se situent dans les pays occidentaux, modifie considérablement les conditions de vie locale *(Tableau 29).*

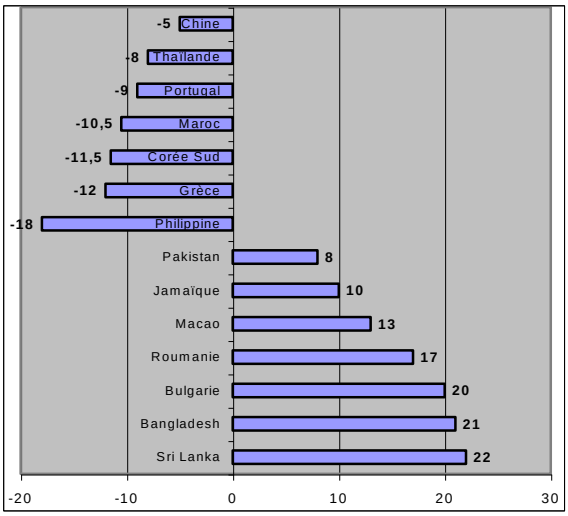
Fiche 8 :
L'instabilité des investissements dans les productions

Tableau 27 :
L'instabilité des investissements de la triade (en %)



Source : Banque Mondiale (2000)

Tableau 28 :
Spécialisation et déspécialisation des industries textiles des états entre 1990 et1999
(variation en % des exportations)



Source : OMC (2000), Carroué L., (2000), modifié

Tableau 29 :
L'instabilité structurelle des prix mondiaux des matières premières (%)

	1996-1997	1998-1999
Huile soja	-1	-32
Caoutchouc	-27	-12
Blé	-23	-13
Cobalt	-11	-22
Cacao	-11,2	-32
Café	+31	-21
Nickel	-7,7	+30
Zinc	+28	+5
Palladium	+38	+50

Source : Carroué L., (2000), modifié

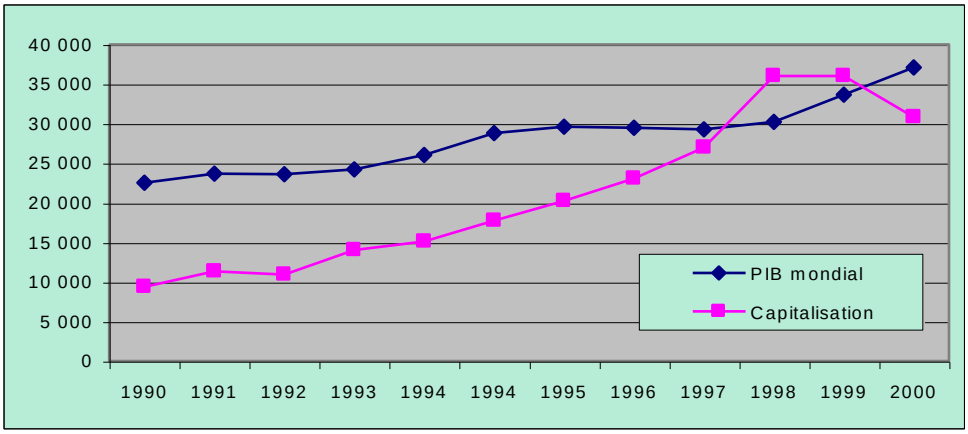
2.3. L'importance hégémonique du capital financier

2.3.1. L'accroissement du volume d'argent disponible accentue le pouvoir des banques sur le secteur productif

Le capital financier a vu son volume croître rapidement au cours de la dernière décennie *(Fiche 9, Tableau 30)*. Ainsi, la capitalisation représentait 42 % du PIB en 1990 et, à peine 8 ans plus tard, elle s'élevait à 120 %. Elle a donc considérablement augmenté malgré la crise des années 2000. La concentration bancaire est en phase d'accélération, accroissant le pouvoir des banques puisqu'elles possèdent la majeure partie de l'argent confié par le secteur productif, à l'exemple de Merryl Lynch, une banque d'affaire mondiale. Entre 1993 et 2000, son chiffre d'affaires croit de 170 % avec des résultats nets de + 359 % ce qui fait un volume d'argent passant de 1,359 milliards de dollars à 3,787 milliards de dollars *(Carroué L., (2000))* La dépendance de la grande industrie vis-à-vis des banques s'accroît. De plus en plus de banques gèrent alors le secteur productif comme en témoigne le nombre de grandes banques d'affaires impliquées dans le conseil en fusion et acquisition *(Tableau 31)*.

Fiche 9 :
L'importance hégémonique du capital financier

Tableau 30 :
Evolution comparée du PIB mondial et de la capitalisation boursière
dans le monde 1990-1999 (en milliards de dollars)



Source : FMI pour le PIB mondial, Standard & Poor's pour la capitalisation boursière (2000)

Tableau 31 :
Les grandes banques d'affaires dans le conseil en fusion et acquisition en 2000

	Chiffre d'affaires total 2000 *(en millions de dollars)*	**Siège**	**Salariés**	**Montant des opérations de fusion conseillées** *(en milliards de dollars)*	**Rang dans les fusions**
Goldmann Sachs	33000	New York	22627	1633,5	1
Morgan Stanley Dean Witter	45448	New York	64500	1371,5	2
Merrill Lynch	44872	New York	72000	1160,2	3
JP Morgan Chase Manhattan	60665	New York	120000	888,1	4
Crédit Suisse FB	12635	New York	28000	877,1	5
UBS Warburg	12120	Londres	38445	608,9	6
Salomon Smith Barney	30772	New York	45457	607,5	7
Rotschild	669,2	Londres	725	424,6	8
Lehman Brothers	7707	New York	11326	334,7	9

Source : Carroué L., (2000)

2.3.2. Le développement des paradis fiscaux

La croissance de la finance mondiale s'est largement appuyée sur le développement des paradis fiscaux. Ce sont des territoires bénéficiant d'une juridiction exceptionnelle qui permet à l'activité financière d'être déconnectée de l'économie nationale. Depuis 1945, on assiste à leur multiplication, de sorte qu'ils gèrent actuellement entre 30 % et 40 % des fortunes privées mondiales, accueillent 25 % des dépôts bancaires transfrontaliers, 8 % des titres de la dette mondiale et voient transiter 50 % des actifs financiers circulant dans le monde. C'est ainsi que Georgetown, capitale des îles Caïmans, est devenue la 5e place financière mondiale *(Tableau 32).* Ce territoire britannique de 35 km sur 20 km accueille 600 banques, dont les filiales de 46 des 50 premières banques mondiales, 2 200 fonds spéculatifs et fonds de pension et quelque 40 000 sociétés écrans. En 2000, ces sociétés financières y gèrent 656 milliards de dollars de dépôts de non-résidents à 80 % d'origine nord-américaine. La finance y représente 10 000 emplois et y explique la présence de 22 000 expatriés sur 45 000 habitants (Carroué L., 2000). Ce succès s'explique par les avantages qu'ils procurent : secret bancaire, réglementation des plus limitées, sociétés écrans garantissant l'anonymat, fiscalité faible ou inexistante. Ces territoires sont des paradis fiscaux mais aussi des paradis juridiques car ils refusent de coopérer avec les différentes institutions judiciaires nationales et internationales dans la recherche et la sanction des fautes ou crimes commis.

Selon l'office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, 50 % des 4 800 milliards de francs annuels dégagés par l'ensemble des activités criminelles dans le monde (trafic de drogues, d'armes, fausse monnaie, réseaux d'immigration, de prostitution, fraude, piratage, contrefaçon) seraient blanchis dans ces paradis avant de réintégrer l'économie légale. La seule réelle mesure de contrôle serait de rendre illicite toute transaction vers ces territoires. Mais jusqu'où sont disposés à aller les grands Etats alors que leurs banques, entreprises transnationales, services secrets ou banques centrales sont les premiers et principaux utilisateurs de ces structures opaques ou criminelles ?

Tableau 32 :
La montée en puissance des dépôts bancaires dans les paradis fiscaux
(en milliards de dollars)

	1994	1998	2000	94/2000 en %
Suisse	441.9	591.3	687.8	+55.6
Iles Caïmans	248.2	426.4	529.1	+113

Source : Carroué L., (2000)

2.4. Un système dans lequel la production d'inégalités est structurelle

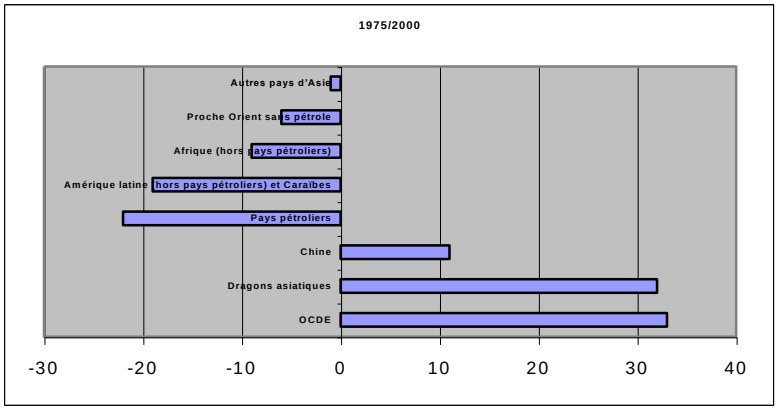
2.4.1. Pourquoi les inégalités sont-elles structurelles de la mondialisation ?

La dynamique des processus issue de la mondialisation libérale repose sur une logique différenciée de production. Pour dominer, il faut proposer des coûts de production inférieurs aux autres concurrents, ce qui implique d'imposer un ratio faibles salaires/ forte productivité le plus avantageux possible. Le maintien d'une partie de la population dans la précarité est indispensable aux entreprises transnationales dans un cadre compétitif. La dualité est donc inhérente au fonctionnement du système libéral et l'inégalité constitue une réalité structurelle. Cela signifie qu'une bonne volonté sociale ou morale n'est pas réellement possible dans ce cadre.

L'évolution des niveaux de vies par groupe de pays *(Tableau 33)*, nous montre que s'il augmente depuis 1975 dans les pays occidentaux, les « dragons asiatiques » et la Chine, il diminue dans un grand nombre de pays. Mais les différences sont surtout importantes à l'intérieur même des pays. Aux Etats-Unis par exemple, la possession financière du pour cent de population la plus riche représente 30 % des richesses en 1958 et 40 % en 2000. *(Tableau 34)* La part qui revient aux 10 % les plus pauvres s'en trouve évidemment diminuée.

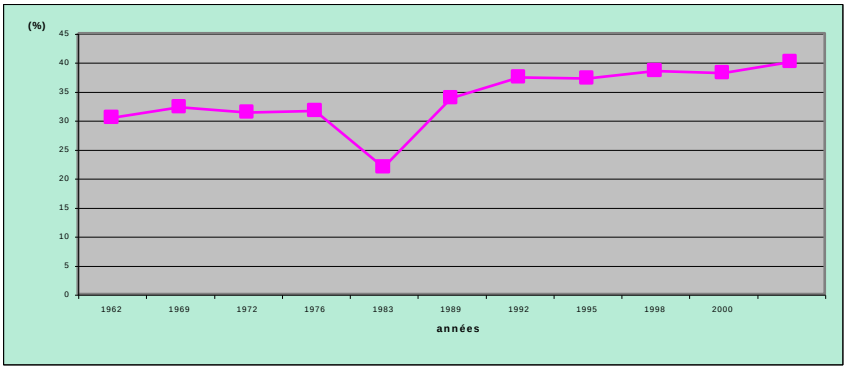
Fiche 10 :
L'évolution différentielle des niveaux de vie de la population

Tableau 33 :
L'évolution différentielle du niveau de vie par habitant
dans le monde en parité de pouvoir d'achat (OCDE = 100 pour 1975 et 2000)



Source : PNUD (2000)

Tableau 34 :
Evolution de la part du pour-cent le plus riche dans les avoirs nets aux Etats-Unis (en %)



Source : Wolff E., (1994, 2000)

2.4.2. Une conséquence directe et inéluctable : la fracture sociale

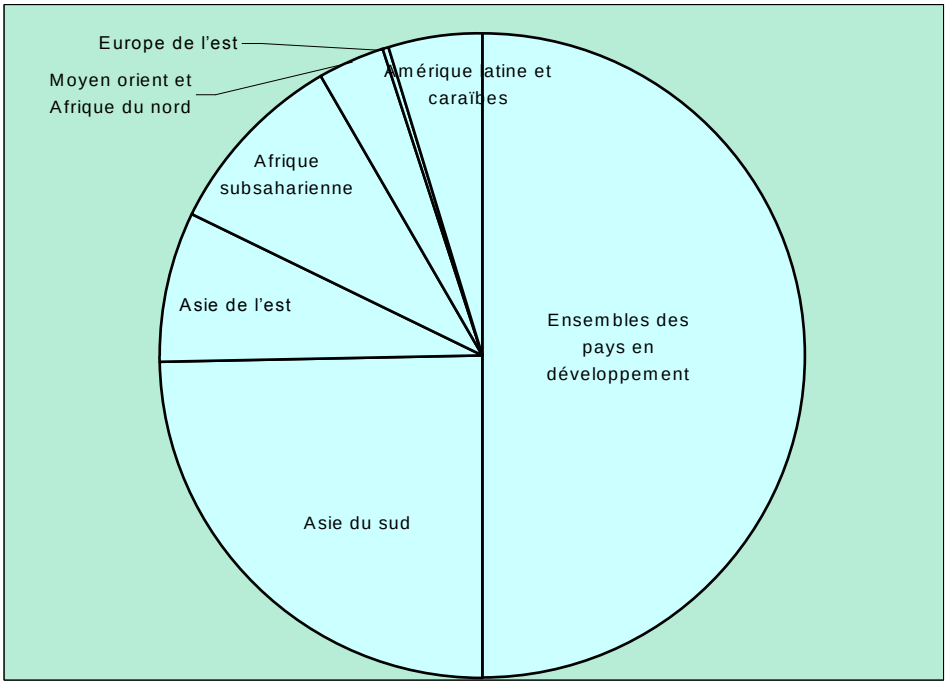
Un système mondialisé libéral dans lequel les inégalités sont structurelles produit une pauvreté aux conséquences dramatiques *(Fiche 11).* Citons-en quelques-unes :

- La faim dans le monde alors qu'il est produit bien plus d'aliments que nécessaire pour nourrir la planète. D'après la FAO, 45 pays, soit 1 milliard de personnes, sont en dessous de la norme de ration alimentaire et déclarés en déséquilibre, 1,3 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau.
- La mobilité des populations qui, pour survivre, changent de lieu de vie. Selon la Banque mondiale, 2 à 3 millions de personnes s'expatrient pour trouver du travail.
- Une mortalité accrue faute de médicaments
- Des conditions de travail exécrables, y compris pour les enfants dans un contexte général d'accroissement des richesses de plus en plus concentrées

Le nombre de pauvres par aire géographique est disparate *(Tableau 35)* mais augmente globalement *(Tableau 36).L*a distribution mondiale de la pauvreté *(Tableau 37)* montre que la part des 20 % les plus pauvres a diminué de 2,5 % entre 1820 et 1992, ce qui correspond à 1800 millions de pauvres en plus dans le monde (du fait de l'augmentation de la population). A l'échelle d'un pays, par exemple les Etats-Unis *(Tableau 38),* le mouvement général est semblable et on dénombre en 2000, 34 millions de personnes en dessous de seuil de pauvreté contre 29 millions en 1980, créant son cortège de délinquance *(Tableau 39).* La mobilité (ou immigration) correspond alors aux mouvements souvent contraints des populations vers une meilleure situation. Ainsi, si nombre d'ouvriers non qualifiés se déplacent et renvoient vers leur pays d'origine une bonne partie de leur salaire *(Tableau 40)*, les diplômés de l'enseignement supérieur sont également contraints de trouver un emploi hors de leur pays d'origine *(Tableau 41).*

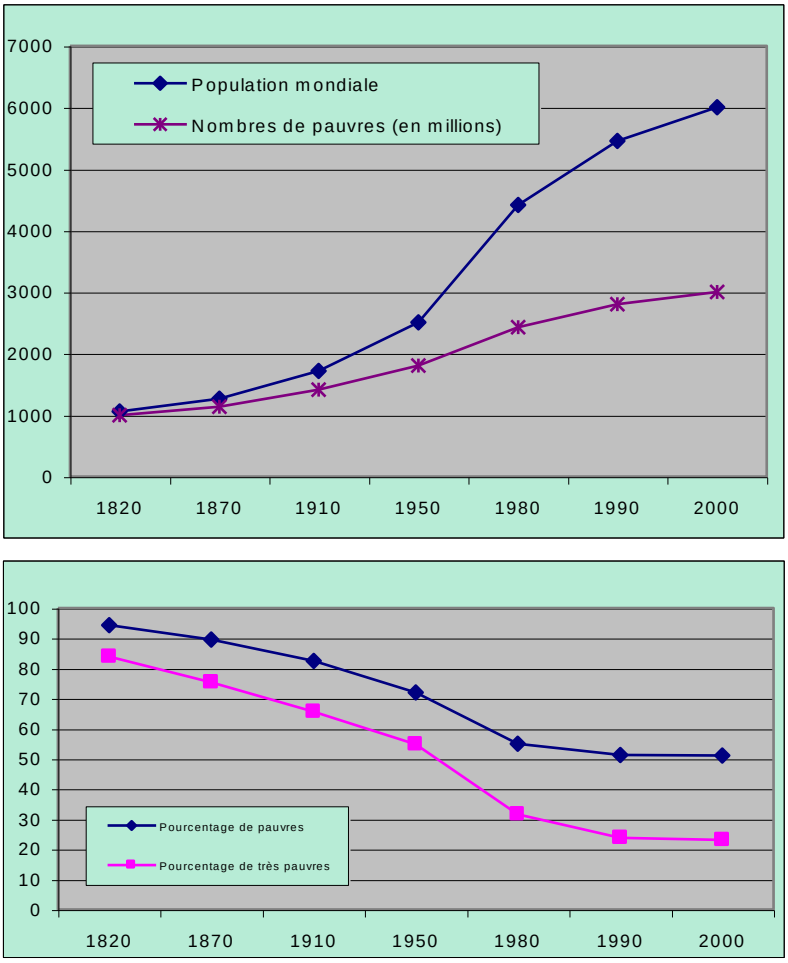
Fiche 11 :
La pauvreté dans le monde et ses conséquences

Tableau 35 :
La pauvreté par aire géographique en 2000



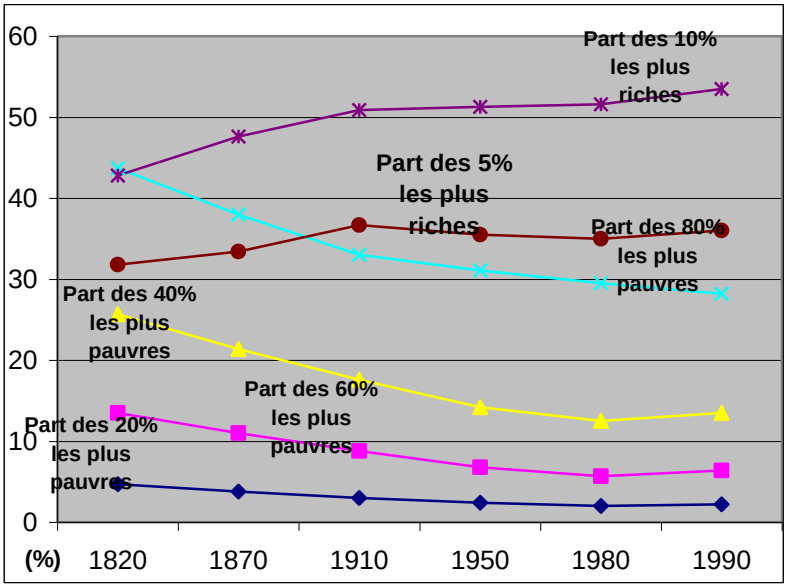
Source : Banque Mondiale, (2000)

Tableau 36 :
L'accroissement du nombre de pauvres



Source : PNUD (2000)

Tableau 37 :
La distribution des revenus : un indicateur de la concentration des richesses, de l'augmentation de la pauvreté et de paupérisation des classes moyennes.



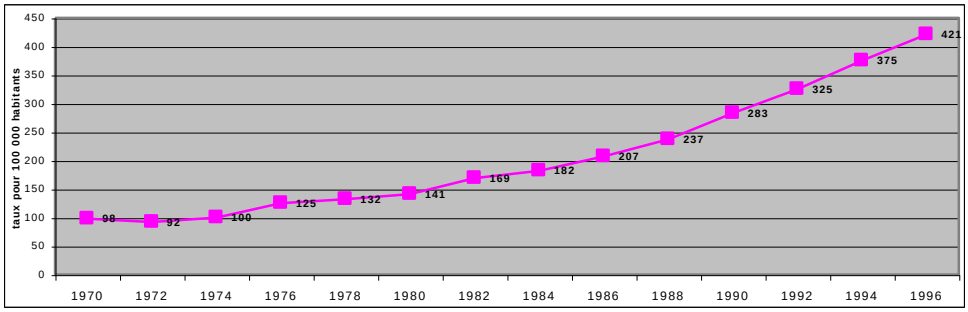
Source : PNUD (1994), Goussot M., modifié

Tableau 38 :
La pauvreté depuis 1980 aux Etats-Unis :
une augmentation en nombre absolu et une forte disparité entre les groupes sociaux

	Familles en dessous du seuil de pauvreté		**Personnes en dessous du seuil de pauvreté**	
	Nombre en millions	%	Nombre en millions	%
1980	6,2	10,3	29,3	13
1990	7,1	10,7	33,6	13,5
2000	7,4	10,3	35,2	13,2
Blancs				
1980	4,2	8	19,7	10,2
1990	4,6	8,1	22,3	10,7
2000	5,1	8,1	23,5	10,5
Noirs				
1980	1,8	28,9	8,6	32,5
1990	2,2	29,3	9,8	31,9
2000	2,3	23,5	9,6	26,4

Source : PNUD (2002), Goussot M., modifié

Tableau 39 :
Les effectifs dans les prisons d'états et fédérales de 1970 à 1996
(taux pour 100000 habitants)



Source : Goussot M., (2000), modifié

Tableau 40 :
Les transferts des travailleurs expatriés vers les pays d'origine (en millions de dollars/an)

Inde	9326	**Jordanie**	1544	**Croatie**	985
Mexique	4224	**Pakistan**	1461	**Nigeria**	947
Turquie	3542	**Bangladesh**	1217	**République Dominicaine**	847
Egypte	2798	**Brésil**	1213	**Sri Lanka**	832
Liban	2503	**Yémen**	1123	**Indonésie**	796
Maroc	2165	**Salvador**	1086	**Tunisie**	736
Chine	1672	**Algérie**	1045	**Total des 20**	40062

Source : CNUCED (1999),Carroué L.(2000)

Tableau 41 :
La fuite des cerveaux : diplômés vivant dans les pays de l'OCDE (en %)

Inde	**Chine**	**Egypte**	**Afrique du sud**	**Philippines**	**Corée**	**Iran**	**Ghana**	**Jamaïque**
2,7	3	7,5	8	10	25	25	26	77

Source : FMI (1999), Carroué L.(2000)

2.5. Un système de dépendance asymétrique

Chaque territoire devient un rouage des autres. On assiste donc à la mise en place de dépendances. Ces dépendances sont asymétriques.

2.5.1. Les instruments économiques de la dépendance asymétrique : la dégradation des termes de l'échange et la dette

L'accentuation du processus de mondialisation se traduit par une dégradation des termes de l'échange *(Fiche 1)* au détriment des producteurs de matière première. Deux raisons essentielles sont invoquées : une tendance longue à la chute ou à la stagnation des cours mondiaux non énergétiques liée au principe économique appelé « la baisse tendancielle des taux de profits », et un décalage croissant avec le prix des services et des produits industriels. Les pays dit « du sud » doivent donc fournir de plus en plus de matière première, pour obtenir un même produit manufacturé usuellement issus des usines occidentales. Entre 1960 et 2000, les matières premières perdent ainsi 40 % de leur pouvoir d'achat face aux produits manufacturés. *(Tableau 42).*

Par ailleurs, la dette de plus en plus importante des pays du sud *(Tableau 43)* permet aux pays prêteurs de s'immiscer dans la politique nationale et d'imposer des règles dont le but est d'accroître pour eux-mêmes les profits de leurs propres entreprises. Jusqu'à la fin des années 70, les banques internationales ont mené une politique active de prêts à bas taux d'intérêt, voire à taux d'intérêt négatifs. Pour les pays du sud, il était donc très intéressant de s'endetter, d'autant que leurs revenus d'exportation croissaient, ce qui leur permettait de rembourser facilement les intérêts et le capital. La crise de l'endettement du tiers-monde, révélée en 1982, est due à l'effet conjugué de la hausse subite des taux d'intérêt décidée par la Réserve fédérale des Etats-Unis et de la baisse des revenus d'exportation. Gérée par les gouvernements des pays dominants et par les institutions financières internationales, en particulier le Fond Monétaire International, la Banque Mondiale et les grandes banques privées, la crise a pour but de faire rentrer les pays du Tiers-monde et d'Europe orientale qui avaient atteint une certaine puissance industrielle sous la dépendance des pays dominants. Les premières mesures de ce processus sont souvent orchestrées par le FMI : dévaluation de la monnaie locale, hausse des taux d'intérêt à l'intérieur du pays suivies de réformes de privatisations, déréglementation du marché du

travail, baisse des prestations sociales, des subventions aux produits de base et des protections douanières, libéralisation du commerce international, réformes fiscales avantageuses. Si de telles mesures permettent de dégager des fonds à court terme, elles ont surtout pour conséquence un grave appauvrissement des populations et une augmentation des inégalités. La dette de ces pays ne pourra dans les conditions de remboursement imposées par les pays occidentaux être un jour payée entièrement. Entre 1982 et 1998, les pays de la périphérie ont, ensemble, remboursé plus de quatre fois ce qu'ils devaient. Néanmoins, le montant de leur dette extérieure était en 1998 quatre fois plus élevé qu'en 1982.

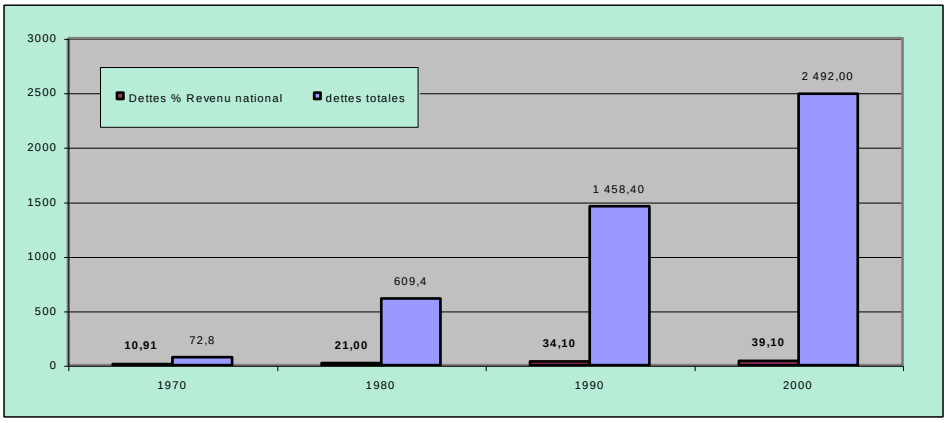
Fiche 12 :
Les instruments de la dépendance asymétrique

Tableau 42 :
La dégradation des termes de l'échange

Pour acheter une tonne d'acier importé	En 1951	En 1991	Augmentation
Le Ghana devait exporter un poids de cacao de	90 kg	255 kg	283 %
Le Brésil devait exporter un poids de café de	70 kg	169 kg	241 %
La Malaisie devait exporter un poids de caoutchouc	58 kg	196 kg	332 %

Source : Banque Mondiale (1990)

Tableau 43 :
Evolution de la dette du Tiers-monde 1970-2000 (en milliards de dollars et en %)



Source : Banque Mondiale (2001)

2.5.2. La fragilité des pays dans lesquels les capitaux étrangers sont présents.

La présence de capitaux étrangers dans les économies nationales détermine le degré de dépendance des états par rapport aux autres. Leur répartition est donc fondamentale pour comprendre les enjeux géopolitiques et les négociations mondiales *(Fiche 13).* L'ingérence des Etats-Unis en Amérique latine est possible par le biais des exportations de capitaux vers ces pays *(Tableau 44).* La complexité des relations trans-atlantiques ne se comprend que par la lecture des interactions. 43 % des investissements américains s'effectuent dans la finance, dont la moitié en Europe *(Tableau 45).* Evidemment, s'il y a un changement d'intérêt stratégique ou politique, ou tout simplement des possibilités d'investissement accrues ailleurs, il peut y avoir retrait rapide des capitaux accompagné d'une déstabilisation sociale locale. Il en va de même pour les productions en direction de l'exportation qui peuvent représenter, comme au Mexique, 30 % du PIB avec 90 % des exportations qui s'acheminent uniquement vers les Etats-Unis *(Tableau 46).*

Fiche 13 :
La répartition à l'étranger des investissements des principaux pays dominants

Tableau 44 :
Exportations de capitaux ('IDE') (en milliard de dollars)

	Afrique	Asie	Amérique latine	Europe de l'est	Total
France	3.976	6.470	17.791	2.229	30.466
Allemagne	2.707	11.230	16.477	11.887	42.301
Japon	5.138	85.820	58.422	209	149.589
G.B.	8.200	29.067	22.377	3.067	62.711
Etats-Unis	6.832	76.015	147.535	8.127	238.509

Source : Banque Mondiale (2000)

Tableau 45 :
Répartition de la position à l'étranger des investissements directs américains sur base des coûts, 2000 (% du total)

	Pétrole	Industrie	Commerce	Finance, assurances, bien immobiliers	Services aux industries	Autres
Tout pays	8,48	27,64	7,08	42,94	6,42	7,46
Europe	2,62	14,26	4,09	23,80	3,98	3,38
Japon	-	1,22	0,38	1,72	0,69	-
Amérique latine	0,73	4,07	0,73	11,17	0,59	1,95
Canada	1,45	4,05	0,79	2,50	0,67	0,70
Asie et Pacifique (sauf Japon et Chine)	2,39	4,88	1,43	5,06	1,10	1,19
Chine	0,15	0,45	0,03	0,07	0,02	0,05
Afrique	0,81	0,18	0,02	0,14	0,01	0,10

Source : Bureau of economic analysis, US departement of commerce (2000)

Tableau 46 :
La fragilité différenciée des pays émergents
face aux retournements conjoncturels des Etats-Unis

	Brésil	**Chili**	**Russie**	**Indonésie**	**Corée**	**Thaïlande**	**Taiwan**	**Chine**	**Mexique**
% exportations/PIB	10	21	40	35	35	48	43	20	30
% des exportations vers les USA	20	19	5	18	20	20	23	40	90
Dépendance	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Assez fort	Assez fort	Assez fort	Fort	Très fort

Source : Les échos, avril 2000

2.6. Un système mondialisé qui présente des contradictions internes

La mondialisation libérale constitue un système qui présente de nombreuses contradictions internes, l'extrême pauvreté côtoie la grande richesse et le rééquilibrage semble utopique. En effet, pour survivre à une concurrence de plus en plus prégnante, les entreprises doivent se regrouper afin d'effectuer des économies d'échelle lors de toutes les phases de production et de distribution. Elles sont donc contraintes de resserrer au mieux les coûts inhérents à la main d'œuvre, ce qui a pour conséquence directe la précarité et la pauvreté de la majeure partie de la population. De ce fait, la capacité des consommateurs à acheter est faible, en tout cas insuffisante pour écouler l'ensemble de la production du marché. En conséquence, les crises de surproduction et les gaspillages qui en découlent, sont fréquents. Alors que des populations entières n'accèdent pas à leurs besoins fondamentaux, des tonnes de denrées agricoles sont purement et simplement jetées.

En parallèle, la trop grande concentration des avoirs financiers en quelques mains provoque des crises de suraccumulation du capital, dont l'issue se règle actuellement par l'intermédiaire de guerres dont le but est double : à la fois écouler le capital accumulé et contrôler de nouveaux territoires économiques.

3. Le rôle des acteurs dans la troisième mondialisation

Les grandes sociétés transnationales sont des acteurs dont le poids économique est de plus en plus considérable. Leur taille leur assure d'énormes économies d'échelle dans la production et la couverture des marchés. Leur implantation au sein de plusieurs pays leur permettent de peser sur les gouvernements nationaux, relayés par les organismes internationaux tels que le FMI ou l'OMC. Ces derniers concourent à la libéralisation des marchés par la déréglementation et à la mise en place d'interdépendances asymétriques. Dans ce cadre, les états deviennent alors des relais politiques et juridiques importants et permettent l'extension du capitalisme à l'échelle mondiale par l'ouverture des frontières.

3.1. Les firmes transnationales sont des centres de décision de première importance

En 1973, l'ONU définissait la firme transnationale comme une entité juridique, économique et technique complexe, dite firme, dont la société mère avait un chiffre d'affaires d'au moins 500 millions de dollars et réalisant 25 % de ses productions et échanges avec des filiales implantées dans au moins 6 pays différents. C'est la capacité à maîtriser l'organisation d'activité à une échelle plurinationale pour une meilleure rentabilité qui définit la transnationale.

3.1.1. La prégnance de plus en plus grande des entreprises transnationales

Depuis les années 60, le nombre d'entreprises transnationales et leurs filiales augmente considérablement *(Fiche 14, Tableau 47 et 48).* Aujourd'hui, on estime qu'un tiers seulement du commerce mondial échappe aux transnationales puisqu'un tiers est constitué directement d'échanges internes entre maisons mères et filiales et que l'autre tiers est le fruit d'échanges entre maisons mères et fournisseurs. Mais si les ventes des 200 premières entreprises transnationales représentent 25 % des activités

économiques mondiales, le chiffre d'affaires des filiales étrangères explose *(Tableau 49)* alors que le nombre de personnes qu'elles emploient n'augmente que de 15 %. Elles sont donc les principales bénéficiaires de la mondialisation. Si les entreprises transnationales sont en concurrence impitoyable, elles s'accordent sur l'essentiel : la définition des conditions économiques, juridiques et politiques les plus favorables à leurs profits. Leur capacité à présenter la défense de leurs intérêts particuliers comme étant une donnée universelle (fabrication de l'idéologie libérale à travers les médias) leur permettent d'obtenir un pouvoir d'influence historiquement inconnu jusqu'ici.

Fiche 14 :
L'essor des entreprises transnationales

Tableau 47 :
L'essor des entreprises transnationales

	Nombre de sociétés mères	Nombre de filiales
1967	6000	27 000
2001	63 000	820 000

Source : CNUCED (2001)

Tableau 48 :
L'accroissement du taux de transnationalisation des 100 premières entreprises
(par pays d'origine)

	1990	1998	1990-1998
Belgique	60,4	92,3	+32
Suisse	84,3	88,1	+4
Canada	79,2	86,7	+7,5
R-U	68,5	75,7	+7
Pays-Bas	68,5	73,1	+4,5
Suède	71,7	72,8	+1
Australie	51,8	69,5	+17,5
France	50,9	58,8	+8
Allemagne	44,4	51,4	+7
Italie	38,7	48,2	+9,5
Etats-Unis	38,5	41,6	+3
Japon	35,5	38,7	+3

Source : CNUCED (2000), Carroué L., (2000)

Tableau 49 :
L'essor des entreprises transnationales et du poids des filiales à l'étranger depuis 20 ans
(en milliard de dollars en % et en milliers)

	1982	**1990**	**2000**	**1982/2000 (en vol)**	**1982/2000 (en %)**
Chiffre d'affaires	2 462	5 467	15 680	+13 218	+537 %
Actifs totaux	1 886	5 744	21 102	+19 216	+981 %
Exportations	637	11 166	3 572	+2 935	+461 %
Nombre d'employés (milliers)	17 433	23 721	45 587	+28 154	+161 %

Source : CNUCED (2000), Carroué L., (2000)

3.1.2. Des stratégies de contrôle des marchés qui influent les dynamiques locales

La première stratégie des entreprises transnationales est de s'assurer de l'approvisionnement continu en matière première. Elles utilisent la plupart du temps leurs anciens réseaux des empires coloniaux dans lesquelles elles installent une partie de leurs filiales. Leur seconde stratégie est de conquérir des marchés manufacturiers afin de pouvoir écouler leur marchandise. Ces deux stratégies fondamentales participent largement aux dynamiques locales et influent sur les conditions de vie de millions de personnes. Elles définissent également une grande partie des enjeux géopolitiques. Très souvent, afin de se garantir d'une certaine stabilité, les entreprises bénéficient du soutien d'un appui militaire des états. Cependant, les rivalités entre puissances pour le contrôle des ressources provoquent des conflits armés fréquents.

3.1.3. Une influence prépondérante dans la vie politique

Par leur poids économique et leur influence, les entreprises transnationales sont devenues des entités fondamentales de la mondialisation libérale. Elles participent activement à la division spatiale du travail. L'utilisation différenciée des territoires leur assure une meilleure rentabilité financière. Le renforcement de la puissance des entreprises transnationales augmente le degré de dépendance des politiques et économies des états. L'évaluation du poids des investissements étrangers dans l'investissement productif du pays est un indicateur utile.

Fiche 15 :
Les entreprises transnationales et les emplois délocalisés

Tableau 50 :
Produit brut, mise de fonds et emploi dans les entreprises transnationales non bancaires américaines, les maisons mères américaines et les filiales étrangères, 1982, 1989, 1999

	En millions de dollars US, en milliers d'employés			Part dans le total		
	Ensemble des multinationales	**Maisons mères**	**Filiales à l'étranger**	**Ensemble des multinationales**	**Maisons mères**	**Filiales à l'étranger**
Produit brut (en millions de dollars US)						
1982	1019734	796017	223717	100,0	78,1	21,9
1989	1364878	1044884	319994	100	76,6	23,4
1999	2369688	1808530	561158	100	76,3	23,7
Mise de fonds (en millions de dollars US)						
1982	233078	188266	44812	100	80,8	19,2
1989	260488	201808	58680	100	77,5	22,5
1999	471225	357819	113406	100	75,9	24,1
Nombre d'employés (par 1000)						
1982	23727	18705	5022	100	78,8	21,2
1989	23879	18765	5114	100	78,6	21,4
1999	28851	21380	7471	100	74,1	25,9

Source : Mataloni R. et Yorgason D., (2002)

Tableau 51 :
Evolution des emplois totaux et à l'étranger de quelques entreprises transnationales

Firme	Salariés total monde			Salariés à l'étranger			Salariés à l'étranger	
	1990	1999	Solde	1990	1999	Solde	% 1990	% 1999
Siemens	373000	416000	+43000	143000	222000	+79000	38	53
Ford	370383	345175	-25508	188904	171276	-17628	51	50
Volkswagen	268744	297916	+29172	95934	142481	+46547	36	48
General Electric	298000	293000	-5000	62580	130000	+67420	21	44
IBM	373816	291067	-82749	167868	149934	-17934	45	52
Matsushita Elect.	210848	282153	+71305	67000	133629	+66629	32	47
Unilever	304000	265103	-38897	261000	240845	-20155	86	91
Philips	272800	233686	-39114	217149	189210	-27939	80	81
Nestlé	199021	231881	+32860	192070	225665	+33595	97	97
Robert Bosch	179636	189537	+9901	62087	94180	+32093	35	50
Toyota	96849	183879	+87030	11326	113216	+101890	12	62
Sony	112900	173000	+60100	62100	102468	+40368	55	59
AB	215154	162793	-52361	200177	154263	-45914	93	95
Bayer	172000	145100	-25900	80000	80900	+900	47	56
Renault	157378	138321	-19057	42492	92854	+50362	27	67
Michelin	140829	127241	-13588	111533	87160	-24373	79	68
Alcatel Alsthom	205500	118272	-87228	112966	80005	-32961	55	68
BASF	134647	105945	-28702	46059	46730	+671	34	44
Royal Dutch Shell	137000	102000	-35000	99000	61000	-38000	72	60
Dupont	124900	101000	-23900	36400	35000	-1400	29	35
Electrolux	150892	99322	-51570	123337	89573	-33764	82	90

Source : CNUCED (2000), Carroué L,. (2000)

Tableau 52 :
Evolution des emplois des filiales des entreprises françaises à l'étranger
(en milliers et en %)

	1998	1998 (en %)	2000	2000 (en %)	1998/2000 (en milliers de…)	1998/2000 (en %)
Total	2528	100	3565	100	+1037	+41
Pays industrialisés	1592	63	2332	65,4	+740	+46,5
dont						
- Union européenne	1132	44,8	1273	35,7	+141	+12,4
- hors UE	460	18,2	1059	29,7	+599	+130
PVD/transition	936	37	1162	34,6	+226	+31,7
PECO/CEI	121	4,8	164	4,6	+43	+35
Amérique latine	268	10,6	394	11,1	+126	+47
Asie	184	7,3	327	9,2	+143	+77,5
Proche et Moyen Orient	49	2	83	2,4	+34	+70
Afrique	313	12,4	163	7,4	-50	-16
Dont 32 pays émergents	649,3	25,7	923	25,9	+274	+42

Source : DREE (2001), Carroué L., (2000), modifié

Tableau 53 :
Les investissements étrangers dans l'investissement productif national, en moyenne de la période 1996/1998, en % ou la dépendance économique des états face aux entreprises transnationales

Europe		Afrique		Asie Pacifique		Amérique latine	
Suède	35	**Lesotho**	53	**Azerbaïdjan**	70	**Bolivie**	47,9
Pays-Bas	31	**Angola**	44	**Géorgie**	40	**Panama**	41,2
Benelux	29	**Guinée Equat**	43	**Viêt-Nam**	33	**Venezuela**	27,5
Irlande	28	**Zambie**	36	**Kazakhstan**	32,8	**Chili**	26,4
R-U	19	**Seychelles**	25	**Cambodge**	32	**Costa Rica**	25,4

Source : CNUCED (1999), Carroué L., (2000), modifié

3.2. Les organismes internationaux favorisent la libéralisation des échanges

Les principaux membres des organismes internationaux sont des décideurs issus des grandes puissances économiques. Ils sont les pilotes de la mondialisation. Ces organismes, localisés dans les principales capitales mondiales, sont l'OCDE (Paris), le G8 (Siège tournant) , l'OMC (Genève), le FMI (Washington) et la Banque Mondiale (Washington). Ce sont des organisations internationales à vocation économique et monétaire qui travaillent à une reconstruction systématique des cadres juridiques, commerciaux et financiers des nations et des instances internationales. Ils disposent d'énormes pouvoirs et leur intervention installe systématiquement une libéralisation des marchés. L'ONU, la PNUD, la CNUCED et l'OIT, qui accompagnent le développement des pays du Sud et défendent les salariés, sont marginalisés.

3.2.1. Le FMI, la BM et l'OMC diffusent les normes libérales

Le FMI (Fond Monétaire International) et la BM (Banque Mondiale) ont été crées en 1944 à la suite des accords de Bretton Woods. Les mesures dites « d'ajustement structurel » diffusent les normes libérales dans les pays dits « bénéficiaires ». Par l'intermédiaire de prêts, ces organismes imposent l'ouverture des marchés, les privatisations, le contrôle des budgets des états.

Ces stratégies, inadaptées aux conditions politiques, économiques et culturelles locales ont le plus souvent des conséquences catastrophiques comme en témoigne la crise des pays émergents d'Asie en 1997 ou de l'Argentine en 2001. Car ces choix renforcent la masse de capitaux spéculatifs, la destruction des industries locales par la concurrence, l'appauvrissement, la dépendance (tout à l'exportation) et l'instabilité (crises politiques), voire, comme dans une partie de l'Afrique, la criminalisation de certains états impliqués dans des trafics de drogue, le racket militaire, ou douanier. Après deux décennies de programmes « d'ajustement structurel », la dette des pays du Tiers-monde a quadruplé, bien qu'elle ait été remboursée plusieurs fois. Les montants à rembourser augmentent d'année en année, avec une dette qui dépasse 350 milliards de dollars, soit sept fois plus que l'aide publique pour le développement reçue, au point que le transfert net est négatif pour les pays du Tiers-monde alors que les besoins sociaux des populations locales sont sans cesse croissants.

Par exemple l'Afrique consacre près de 40 % de son budget à sa dette extérieure.

L'OMC (l'Organisation Mondiale du Commerce) a été créée en 1995 pour remplacer le GATT (Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce). C'est une organisation internationale de plus de 130 membres disposant d'un arsenal de règles contraignantes, de sanctions et de mécanismes obligatoires d'arbitrage. Elle promeut le commerce international par la déréglementation des échanges et tente de capter les nouveaux marchés souvent au détriment du respect des droits humains et environnementaux. De plus, elle entend élargir ses champs d'intervention à de nouveaux secteurs comme les marchés publics.

Tableau 54 :
Les grands cycles commerciaux internationaux de GATT puis de l'OMC

Cycle	Date	Nombre d'états	Principaux actes
Genève	1947	23	Réduction tarifaire sur 50 % commerce mondial
Annecy	1949	13	Réduction tarifaire de 45 % des droits de douane
Torquay	1950/1951	38	Réduction tarifaire 25 % sur 55000 produits
Genève	1956	26	Faibles résultats
Dilon	1961/1962	26	Réduction tarifaire sur 60000 produits ; négociations des produits agricoles, produit par produit
Kennedy	1964/1967	48	Réduction tarifaire 35 %
Tokyo	1973/1979	102	Réduction tarifaire 33 %
Uruguay	1986/1994	116	Création OMC, agriculture, règles sanitaires, textile, propriété intellectuelle
Seattle	1999	135	Echec du lancement du cycle du millénaire
Doha	2000	143	Lancement du "cycle du développement"

Source : Carroué L., (2000)

3.2.2. L'OCDE et le G8 permettent de s'entendre sur l'essentiel

L'OCDE, Organisation de Coopération et de Développement Economique, a succédé à l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE), créée pour administrer l'aide des Etats-Unis et du Canada dans le cadre du Plan Marshall destiné à accompagner la reconstruction de l'Europe au lendemain de la seconde guerre mondiale. Depuis qu'elle a pris la relève de l'OECE en 1961, l'OCDE a pour mission de renforcer l'efficacité des économies des pays membres, de développer le

libre-échange et de contribuer à la croissance des pays aussi bien industrialisés qu'en développement. L'OCDE rassemble 30 pays membres qui élaborent les politiques économiques et sociales. L'OCDE est donc un « club de riches » : ses membres produisent les deux tiers des biens et services de la planète et concourent largement au maintien des intérêts de leurs entreprises transnationales. Le G8, agit sur le même principe dans un cercle plus restreint. C'est un groupe informel des huit pays les plus riches du monde : le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique. L'Union européenne y participe également, représentée par son président et par le dirigeant du pays qui assure la présidence du Conseil européen au moment du Sommet du G8. Le but est de s'accorder sur les actions cruciales à mener pour un bon fonctionnement de la mondialisation libérale.

3.2.3. Le PNUD et la CNUCED sont des organisations marginalisées

Créée en 1964, la CNUCED, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, est le principal organe de l'Assemblée générale des Nations Unies dans les domaines afférents. Ses principaux objectifs officiels sont d'aider les pays du Tiers-monde à profiter des opportunités commerciales, d'investissement et de développement, à faire face aux problèmes et à s'intégrer de façon équitable dans l'économie mondiale. La CNUCED déploie plusieurs types d'activités : travaux de recherche et d'analyse, délibérations intergouvernementales, coopération technique, interaction avec la société civile et les entreprises. La CNUCED compte actuellement 190 états membres. Beaucoup d'organismes intergouvernementaux et d'organisations non gouvernementales participent à ses travaux en qualité d'observateurs.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a pour objectif de promouvoir le développement national, de réduire la pauvreté et d'instaurer la paix grâce à des activités qui peuvent être gérées et soutenues localement. Le PNUD a défini quatre domaines d'interventions interdépendants : l'amélioration de la gestion des affaires publiques, des moyens d'existence durables pour les pauvres, de la condition féminine, et la régénération de l'environnement. Le PNUD coordonne ses activités avec d'autres programmes des Nations Unies et les institutions financières internationales (BM et FMI), pour réunir leur fonds. Le PNUD soutient l'ONU pour l'ensemble de ses activités de développement humanitaire et de

consolidation de la paix. Les Etats-Unis sont le principal financeur du PNUD.

3.3. Les états sont des relais politiques fondamentaux

Les états sont des relais importants de la mise en place de la mondialisation libérale. Ils permettent par l'instauration de politiques adéquates, l'ouverture du commerce national, la privatisation des secteurs productifs rentables et la mise en place des accords multilatéraux favorisant les investissements *(Tableau 55).* A travers ces tactiques, les états défendent en priorité les intérêts de leurs sociétés transnationales en leur offrant des possibilités de redéploiement inespérées dans le monde entier.

Ces entreprises transnationales ont acquis un tel pouvoir d'influence politique qu'elles sont aujourd'hui en capacité d'induire des législations favorables pour elles.

Tableau 55 :
L'accroissement des accords bilatéraux favorisant les investissements directs à l'étranger

1950-1959	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999
25	50	167	386	1616

Source : PNUD (2000), Carroué L., (2000)

Conclusion

La mondialisation, issue d'un long processus historique d'extension progressive du système capitaliste, aboutit à l'adoption, plus ou moins contrainte, par tous les pays du monde d'une économie libérale qui s'est imposée avec l'aide des médias, contrôlés par les grands capitaux internationaux, comme référence et valeur universelle. A l'aide d'un arsenal institutionnel (FMI, BM) et législatif (les états), les principaux acteurs de cette mondialisation, les entreprises transnationales, ont participé à la mise en place d'un monde polarisé, hiérarchisé, où la dépendance des pays du sud est considérable (dette, dégradation des termes de l'échange). Les conséquences sociales dramatiques sont doublées de l'impossibilité des populations à élever leur niveau de vie. Si une partie des populations se maintient dans une situation acceptable (classe moyenne) contre un travail plus ou moins contraignant, les inégalités s'accroissent avec de plus en plus d'extrême pauvreté dans un monde de plus en plus riche. Dans un tel système, la concurrence contraint les grandes entreprises à accroître leurs performances pour survivre. En outre, les conséquences de la subordination du secteur productif aux grandes banques, et l'absence de libertés individuelles réelles, oblige les entreprises transnationales à économiser, entre autres, sur le coût de la main d'œuvre. Le maintien de la population à des niveaux de vie bas est donc structurel du système concurrentiel. En conséquence, seul l'abandon total de ce principe fondamental permettra d'envisager un rééquilibrage de la répartition des richesses et d'évoluer vers un monde plus humain. La mondialisation est issue d'un processus historique évolutif, qui a superposé plusieurs modèles économiques et sociétaux, et il est certain malgré l'avis des médias, que le système n'existera pas toujours sous cette forme.

Bibliographie

Africa J.E., (2002), *« Un tigre de papier : la lutte de l'impérialisme américain contre la crise économique »*, EM 62, EPO, Bruxelles

Amartya S., (2000), Repenser l'égalité, Seuil, Paris.

Bairoch P., (1997), Victoires et déboires, Histoire économique et sociale du monde du XVI^{ème} siècle à nos jours, Gallimard, Coll. « Folio Histoire » (3 Tomes), Paris.

Carroué L., (2002), Géographie de la mondialisation, A. Colin, Collection U, Paris.

Castel O., (2002), Le sud dans la mondialisation : quelles alternatives ?, La Découverte, Paris.

Chesnais F., (1997), La Mondialisation du capital, Syros/Alternatives économiques, Paris.

Collon M., (2000), Monopoly, EPO, Bruxelles.

Daguzan J.F., Lorot P., (2003), Guerre et économie, Ellipses, Paris.

Etemad B., (2000), La Possession du monde. Poids et mesure de la colonisation (XVIII^{ème}/XX^{ème} siècles), Complexes, Bruxelles

Fontanel J., (1995), Dépenses militaires et désarmement, Publisud, Paris.

Fortunel F., (2001), « *Comment s'approprier un territoire en plantant des caféiers sur les plateaux du centre Vietnam* ? », Cahiers d'outre-mer, n°54, avril – juin 2001, Bordeaux.

Gou P., (1990), L'Espace des multinationales. Atlas mondial des multinationales, tome 1, Reclus, La documentation française, Paris.

Goussot M., (2000), Les Etats-Unis dans la nouvelle économie mondiale, Ed. A Colin, Paris.

Hubner J., (1916), « Les tableaux de géographie et de statistiques ». Paris.

Horman D., (2001), Mondialisation excluante, nouvelles solidarités : soumettre ou démettre l'OMC, L'Harmattan, Paris.

Landes D., (2000), Richesse et pauvreté des nations, Albin Michel, Paris.

Lemoine M., (2001), La Dette. Roman de la paysannerie brésilienne, L'Atalante, Paris.

Lescure J., (1914), L'épargne en France, Paris.

Lieftmann R., (1910), Kartelle und Trusts und die Weiterbildung der volkswirtschaftlichen Organisation, 2 e édit, Berlin.

Mataloni R. et Yorgason D., (2002), Opération of US multinational corporations : preliminary results from the 1999 Benchmark survey, survey of current business.

Maddison A., (2001), « *L'Economie mondiale. Une perspective millénaire* », Centre de développement, OCDE, Paris.

Moisseron J.Y., Raffinot M., (1999), Dette et pauvreté. Solvabilité et allégement de la dette des pays à faible revenu, Economica, Paris.

Mucchielli J. L., (1998), Multinationalisation et mondialisation, , Seuil, coll. « points ». Paris

Oulianov V.I., (1917), L'impérialisme stade suprème du capitalisme, Pétrograd.

Riesser D., (1912), Die deutschen Grossbanken und ihre Konzentration imZusammenenhange mit der Entwicklung der Gesamtwirtsschaft in Deutschland, 4ème édition, Berlin.

Séchet R., (1996), Espaces et pauvretés, la géographie interrogée, coll. Géographie sociale, L'Harmattan, Paris.

Supan A., (1906), L'extension territoriale des colonies européennes, Paris.

Wolff E., (1994), « *Trends in Household Wealth in the United States 1962-83 and 1983-89* », Review of Income and Wealth, n°2, juin.

Wolff E., (2000), « *Recent Trends in Wealth Ownership* », Jerome Levy Economics Institute, Working Paper n°300, avril.

Rapports :

Banque Mondiale : World development Indicators et world Bank Atlas., Annuel
Banque des Règlements internationaux, (BRI), Annuel.
Center for defence information, military almanac, Annuel.
Cyclope. Les principaux marchés mondiaux, Economica, Annuel.
Fonds Monétaire international, World Economic Outlook, Annuel.
OCDE, Perspectives économiques, Semestriel
PNUD, « Rapport mondial sur le développement humain », Annuel.
Ramsès, IFRI/Dunod, Annuel.

Annexe 1 : l'indice de développement humain

Fiche 16 :
L'indice de développement humain (IDH) en 2001

Classement selon l'IDH	Espérance de vie à la naissance en année	% d'alphabétisation des adultes de plus de 15 ans	% de scolarisation (du primaire au supérieur)	PIB par habitant (dollars)	Valeur de l'IDH
Développement humain élevé					
1. Norvège	78,7	-(4)	98	29620	0,944
2. Islande	79,6	-(4)	91	29990	0,942
3. Suède	79,9	-(4)	113	24180	0,941
4. Australie	79,0	-(4)	114	25370	0,939
5. Pays-Bas	78,2	-(4)	99	27190	0,938
6. Belgique	78,5	-(4)	107	25520	0,937
7. Etats-Unis	76,9	-(4)	94	34320	0,937
8. Canada	79,2	-(4)	94	27130	0,937
9. Japon	81,3	-(4)	83	25130	0,932
10. Suisse	79,0	-(4)	83	28100	0,932
17. France	78,7	-(4)	91	23990	0,925
18. Allemagne	78,0	-(4)	89	25350	0,921
Développement humain moyen					
71. Sainte Lucie	72,2	90,2	82	5260	0,775
72. Roumanie	70,5	98,2	68	5830	0,773
73. Arabie Saoudite	71,9	77,1	58	13300	0,769
74. Thaïlande	68,9	95,7	72	6400	0,768
75. Ukraine	69,2	99,6	81	4350	0,766
76. Kazakhstan	65,8	99,4	78	6500	0,765
77. Surinam	70,8	94,0	77	4599	0,762
78. Jamaïque	75,5	87,3	74	3720	0,757
79. Oman	72,2	73,0	58	12040	0,755
80. Saint Vincent les Grenadines	73,8	88,9	58	5300	0,755
Développement humain faible					
166. Guinée-Bissau	45,0	39,6	43	970	0,373
167. Congo	40,6	62,7	27	680	0,363
168.Rép. Centrafricaine	40,4	48,2	24	1300	0,363
169. Ethiopie	45,7	40,3	34	810	0,359
170.Mozambique	39,2	45,2	37	1140	0,356
171. Burundi	40,4	49,2	31	690	0,337
172. Mali	48,4	26,4	29	810	0,337

173. Bukina Faso	45,8	24,8	22	1120	0,33
174. Niger	45,6	16,5	17	890	0,292
175. Sierra Leone	34,5	36,0	51	470	0,275
Pays en développement	64,4	74,5	60	3850	0,655
Pays les moins avancés	50,4	53,3	43	1274	0,448
Pays arabes	66,0	60,8	60	5038	0,662
Asie de l'est et Pacifique	69,5	87,1	65	4233	0,722
Amérique latine et Caraïbes	70,3	89,2	81	7050	0,777
Asie du sud	62,8	56,3	54	2730	0,582
Afrique subsaharienne	46,5	62,4	44	1831	0,468
Europe centrale et orientale et CEI	69,3	99,3	79	6598	0,787
OCDE	77,0	-	87	23363	0,905
Pays de l'OCDE à revenu élevé	78,1	-	93	27169	0,929
Monde	66,7	-	64	7376	0,722

Source : PNUD (2002)

L'indicateur du développement humain (IDH), calculé par l'ONU dans le cadre du programme des Nations Unies pour le développement et publié annuellement dans le rapport mondial pour le développement humain est un indicateur composite qui varie entre 0 et 1. Il est construit à partir de trois éléments :

- la durée de vie (mesurée d'après l'espérance de vie à la naissance),
- le niveau d'éducation (évalué par un indicateur associant pour les deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux brut de scolarité combiné (tous niveaux combinés),
- le niveau de vie (calculé d'après le PIB réel par habitant, exprimé en parité de pouvoir d'achat, PPA).

L'indicateur classe les pays en trois catégories : les pays à développement humain élevé dont l'IDH est supérieur ou égal à 0,8 ; les pays à développement humain moyen, dont l'IDH est compris entre 0,5 et 0,799 ; et les pays à faible développement humain, dont l'IDH est inférieur à 0,5. Dans l'édition 2003 du rapport du PNUD, la Norvège arrive, pour la troisième année consécutive, en tête devant l'Islande et la Suède. L'Afrique se trouve régulièrement en fin de liste : d'après l'indicateur actuel, les 25 derniers pays appartiennent tous à l'Afrique. Avec un IDH de 0,925 en

2003, la France recule de la 12e à la 17e place et se classe juste devant l'Allemagne. En termes de PIB par habitant, la France n'occupe que la 20e place (23990 dollars en 2001). L'hexagone fait ainsi partie des pays dont la performance économique est relativement moins bonne que ses performances sociales. Le rang de la France s'explique, par exemple, par un bon score en termes d'espérance de vie à la naissance (78,7 en 2001). Au Sierra Léone, dernier pays de la liste, le PIB par tête ne s'élève qu'à 470 dollars et l'espérance de vie est à 34,5 ans.

Au delà du classement proprement dit, l'IDH donne une idée de l'évolution du développement humain dans le monde. En règle générale, l'IDH progresse peu, mais de manière régulière, car trois de ses composantes (espérance de vie, taux d'alphabétisation et de scolarité) ne changent que très lentement. Si la plupart de pays profitent donc d'une lente amélioration de leurs conditions de vie, certains connaissent des périodes de stagnation ou même de retournements de tendance. Les années 90 en donnent de bons exemples. Elles illustrent surtout le lien étroit entre la croissance économique et la lutte contre la pauvreté. La Chine qui enregistre depuis dix ans une forte croissance, compte parmi les pays ayant réalisé des progrès considérables : le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour a chuté de 33 % en 1990 à 16 % en 2000. En Inde, ou on a commencé un peu plus tard qu'en Chine à instaurer des réformes visant un libéralisation, le taux est passé de 42 % en 1993 à 35 % en 2001. Le lien n'est cependant pas automatique : en Pologne ou en Indonésie, la pauvreté s'est aggravée depuis 1990 malgré la croissance économique.

Le recul du développement humain dans certains pays est probablement le phénomène le plus préoccupant de années 90. Au cours de cette période, 21 états ont vu leur indice de développement décliner. Il s'agit de 7 pays issus de l'URSS, dont la Russie elle-même et de 14 pays africains, dont l'Afrique de Sud, très touchée par le virus du SIDA, le Lesotho et le Botswana.

Annexe 2 : sigles utilisés dans cet ouvrage

BRI : Banque des Règlements Internationaux

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

G8 : Groupe informel des huit pays les plus riches du monde

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

FMI : Fond Monétaire International

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONU : Organisation des Nations Unies

GATT : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OIT : Organisation Internationale du Travail

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Liste des fiches

Fiche 1 : La concentration économique et la disparition des petites unités productives sont des processus étroitement associés 11
Fiche 2 : Les conquêtes coloniales et la finitude de l'espace géographique 16
Fiche 3 : La concentration financière est un processus structurel de la mondialisation 19
Fiche 4 : L'extrême polarisation des lieux de détention des capitaux 25
Fiche 5 : La supériorité économique des pays dominants 30
Fiche 6 : Les niveaux relatifs des produits intérieurs bruts définissent les rapports de forces 35
Fiche 7 : Les Etats-Unis et la guerre 38
Fiche 8 : L'instabilité des investissements dans les productions 42
Fiche 9 : L'importance hégémonique du capital financier 45
Fiche 10 : L'évolution différentielle des niveaux de vie de la population 49
Fiche 11 : La pauvreté dans le monde et ses conséquences 51
Fiche 12 : Les instruments de la dépendance asymétrique 57
Fiche 13 : La répartition à l'étranger des investissements des principaux pays dominants 59
Fiche 14 : L'essor des entreprises transnationales 65
Fiche 15 : Les entreprises transnationales et les emplois délocalisés 68
Fiche 16 : L'indice de développement humain (IDH) en 2001 79

Quart de page

Après un rapide rappel des processus historiques et des logiques de la mondialisation libérale, l'auteure décortique, grâce à de nombreuses données d'organismes officiels, les mécanismes fondamentaux à l'oeuvre. Elle explique l'importance hégémonique du capital financier, la hiérarchisation des pôles mondiaux de décisions et son système associé d'interdépendance asymétrique (la dette, la dégradation des termes de l'échange). Elle montre que la fracture sociale (la pauvreté, l'immigration ou la délinquance) est une résultante structurelle de la mondialisation ainsi que les multiples conflits armés ou guerres qui se déroulent actuellement sous nos yeux.

L'auteure engage également une réflexion sur le rôle des principaux acteurs en montrant l'action prépondérante des grandes sociétés transnationales et des organismes internationaux tels que le FMI ou l'OMC.

Angela BARTHES est maître de conférences à l'Université de Provence. Elle enseigne la géopolitique à l'IUT de Digne les Bain, mais réalise également des séminaires de formation dans le cadre de l'Université Rurale Ouverte des Alpes de haute Provence. Cette université populaire, gérée par de nombreuses associations, jouit du soutien du conseil général.